



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 22 AVRIL 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

807

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 18 avril 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 avril 1899, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal, de nommer MM. Cléophas Cousineau, Nephtalie Beauchamp et John Hall, conseillers de la municipalité de Templeton Est, comté d'Ottawa le premier en remplacement de John Hall, le deuxième en remplacement de John Stanyard, et le troisième en remplacement de Alexandre Guindon *alias* Younder.

1447

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 avril courant, 1899, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Comté Laval, les "Ecors".—MM. Ludger Desjardins et Jean Bte Léonard, en remplacement de MM. Pierre Robert et Joseph Hogue, qui ont quitté cette municipalité.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22nd APRIL, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

808

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 18th April, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 18th of April, 1899, in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code, Messrs Cléophas Cousineau, Nephtalie Beauchamp and George Hall, councillors of the municipality of Templeton East, county of Ottawa, the first to replace John Hall, the second to replace John Stanyard, and the third to replace Alexandre Guindon *alias* Younder.

1448

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointments of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 18th April instant, 1899, to make the following appointments, to wit :

School Commissioners.

County of Laval, les "Ecors".—Messrs. Ludger Desjardins and Jean Bte Léonard, to replace Messrs. Pierre Robert and Joseph Hogue, who have left the municipality.

Comté de Richmond, village de Melbourne.—
Mr. Charles Bingham Caswell, en remplacement de M.
R. H. Cross, décédé. 1467

County of Richmond, village of Melbourne.—
Mr. Charles Bingham Caswell, to replace Mr. R. H.
Cross, deceased. 1468

Proclamations

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,
Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

À tous ceux à qui ces présentes parviendront ou
qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU que L. N.
Proc.-Général. Asselin, A. P. Le-
tendre et J. A. Martin, commissaires dûment nom-
més pour les fins du chapitre premier du titre
neuf des Statuts refondus de la province de Québec,
dans et pour le diocèse catholique romain de
Rimouski, dans Notre province de Québec, tel
que canoniquement reconnu et érigé par les auto-
rités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits
statuts, fait un rapport de leur opinion au lieuten-
nant-gouverneur de Notre dite province de Québec,
accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par
lequel ils décrivent et déterminent les limites et
bornes de cette partie de la paroisse de Saint-
Damase, dans le comté de Rimouski, dans le dit
diocèse catholique romain de Rimouski, qu'ils croient
le plus convenable de détacher de la dite paroisse
de Saint-Damase et d'annexer à la paroisse de
Saint-Moïse, dans le comté de Rimouski, dans le
diocèse susdit, comme suit, savoir :

Les huit premiers lots du dixième rang du canton
McNider et la moitié sud-ouest du lot numéro neuf
du même rang, ainsi que les neuf premiers lots du
onzième rang du même canton ; et le dit territoire
est borné comme suit, savoir :

Au nord-ouest par le neuvième rang du dit
canton, au sud et au sud-est par la ligne marquant
la profondeur du dit onzième rang, au sud-ouest
par le canton Cabot, au nord-est par le lot numéro
dix du dit onzième rang et par la moitié nord-est
du lot numéro neuf du dixième rang susdit.

La superficie du territoire dont il s'agit est d'en-
viron seize cent cinquante (1650) acres, plus ou
moins.

Et attendu que dans la proclamation annexant
cette même partie de Saint-Damase à Saint-Moïse,
dans le diocèse de Rimouski, publiée dans la *Ga-
zette Officielle* du 22 octobre dernier (1898), il se
trouve une erreur quant à la désignation de la partie
annexée et que Nous avons jugé à propos de
révoquer cette dite proclamation.

À CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et
reconnu, et par les présentes confirmons, établissons
et reconnaissons les limites et bornes de la partie
de la paroisse de SAINT-DAMASE, ci-dessus décrite,
qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse
de SAINT-DAMASE, et annexée à la paroisse de
SAINT-MOÏSE.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les pré-
sentes ordonnons et déclarons que la dite partie de
la paroisse de SAINT-DAMASE, ci-dessus décrite
sera détachée de la dite paroisse de SAINT-DAMASE,
et sera et demeurera annexée à la dite
paroisse de SAINT-MOÏSE.

Et par les présentes, nous décrétons qu'à l'avenir
la dite partie de la dite paroisse de SAINT-
DAMASE, fera partie de la dite paroisse de SAINT-

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN,
Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom
the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS L. N.
Atty.-General. Asselin, A. P. Le-
tendre and J. A. Martin, commissioners duly
appointed for the purposes of chapter first of title
nine of the Revised Statutes of the province of
Quebec, in and for the Roman catholic diocese of
Rimouski, in Our province of Quebec, canonically
acknowledged and erected by the ecclesiastical
authorities, have, under the authority of the said
statutes, made to the lieutenant governor of Our
said province of Quebec, a return of their opi-
nion, with a *procès-verbal* of their proceedings,
by which they describe and declare the limits and
boundaries of that certain part of the parish of
Saint Damase, in the county of Rimouski, in the
said Roman catholic diocese of Rimouski, which
they think most expedient to be detached from the
said parish of Saint Damase and to be annexed to
the parish of Saint Moïse, in the county of Ri-
mouski, in the diocese aforesaid, to be as follows,
that is to say :

The first eight lots of the tenth range of the
township McNider, and the south west half of lot
number nine of the same range, as also the first
nine lots of the eleventh range, of the same town-
ship ; and the said territory is bounded as follows,
to wit :

On the north west by the ninth range of the said
township, on the south and south east by the line
marking the depth of the said eleventh range, on
the south west by the township Cabot, on the north
east by lot number ten of the said eleventh range
and by the north east half of lot number nine of
the tenth range aforesaid.

The area of the territory in question is about
sixteen hundred and fifty (1650) acres, more or
less.

And whereas in the proclamation annexing this
same part of Saint Damase to Saint Moïse, in the
diocese of Rimouski, published in the *Official
Gazette* of the 22nd of October last, (1898), there is
an error in the description of the part annexed
and we have deemed proper to revoke that said
proclamation.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, estab-
lished and recognized, and by these presents do
confirm, establish and recognize the aforesaid limits
and boundaries of that part of the parish of SAINT
DAMASE, hereinbefore described, to be and
remain detached from the said parish of SAINT
DAMASE, and to be and remain annexed to the
parish of SAINT MOÏSE.

And We have ordained and declared, and by these
presents do ordain and declare the said part of the
parish of SAINT DAMASE above described to be
detached from the said parish of SAINT DAMASE,
and to be and remain annexed to the said parish of
SAINT MOÏSE.

And We do hereby constitute the said part of the
said parish of SAINT DAMASE, to be hereafter
part of the said parish of SAINT MOÏSE for all

MOISE, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1477

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-UNIÈME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MERCREDI, le TRENTE-UNIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme le droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1331

civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this FIFTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

1478

Canada,
Province of
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TWENTY-FIRST day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWENTY-FIRST day of the month of APRIL, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

1332

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Wexford.

Lot 38, du 3e rang, à Esdras Duquet.
Lot 50, du 3e rang, à Jean Louis Bélair dit Dolbec.

Lot 51, du 3e rang, à Jérôme Cantin.
Lot 46, du 4e rang, à Narcisse Desrochers.
Lots 34 et 35, du 10e rang, à Fréd. Veault.
Lots 39 et 40, du 10e rang, à Léon L'Heureux.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 20 avril 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Rameau.

2e rang.

1/2 N. O. du lot 2, à Peter Caissey.

Lot 9, à L. Z. Joncas, sr.

Lot 10, à L. Z. Joncas, jr.

Lot 22, à Emile Joncas.

Lot 23, à Adeline Joncas.

Lots 29 et 30, à Jules Joncas.

3e rang.

Lots 9 et 10, à Paul Joncas.

Lot 22, à Ls. Cabot.

Lot 23, à J. X. Lavoie.

Lot 29, à Geo. Sutton.

Lot 30, à Peter Caissey.

Seigneurie de Pabos.

Lot 18, du 3e rang, à Narcisse Goulette.

Canton Hamilton.

Lot 25, du 2e rang, à Alexis Forest, Félix et Ozias Arseneau et Simon Kavanagh.

Canton Cox.

Lot 6, du 2e rang O., Paspébia, à Germain Blais et L. Loisel.

Canton Ware.

Lot 39, du 7e rang, à Cyrille Fortier.

Canton Viger.

Lot 41, du 8e rang, à Dlle Milberge Caseault.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 22 avril 1899.

1485

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6746.

Wexford.

Lot 38, in the 3rd range, to Esdras Duquet.

Lot 50, in the 3rd range, to Jean Louis Bélair dit Dolbec.

Lot 51, in the 3rd range, to Jérôme Cantin.

Lot 46, in the 4th range, to Narcisse Desrochers.

Lots 34 and 35, in the 10th range, to Fréd. Veault.
Lots 39 and 40, in the 10th range, to Léon L'Heureux.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 20th April, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Rameau.

2nd range.

1/2 N. W. of lot 2, to Peter Caissey.

Lot 9, to L. Z. Joncas, sr.

Lot 10, to L. Z. Joncas, jr.

Lot 22, to Emile Joncas.

Lot 23, to Adeline Joncas.

Lots 29 and 30, to Jules Joncas.

3rd range.

Lots 9 and 10, to Paul Joncas.

Lot 22, to Ls. Cabot.

Lot 23, to J. X. Lavoie.

Lot 29, to Geo. Sutton.

Lot 30, to Peter Caissey.

Seigniorie of Pabos.

Lot 18, of 3rd range, to Narcisse Goulette.

Township Hamilton.

Lot 25, of 2nd range, to Alexis Forest, Félix et Ozias Arseneau et Simon Kavanagh.

Township Cox.

Lot 6, of 2nd range W., Paspébia, to Germain Blais et L. Loisel.

Township Ware.

Lot 39, of 7th range, to Cyrille Fortier.

Township Viger.

Lot 41, of 8th range, to Miss Milberge Caseault.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 22nd April, 1899.

1486

No 541-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bruno, comté du Lac Saint-Jean, les lots suivants du cadastre du canton Labarre, savoir :

I^{er} rang est, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

II^e rang est, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

II^e rang ouest, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité d'Hébertville, paroisse, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet prochain (1899). 1429

No 716.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher cette partie du numéro cadastral 215 de la paroisse de Saint-Rose, comté de Laval, qui se trouve entre le chemin de la "Grande Côte" et celui de la "Petite Côte," de la municipalité scolaire du "Haut de la Grande Côte," de Sainte-Rose, et l'annexer pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire du "Haut de la Petite Côte" de Sainte-Rose, dans le même comté.

Cette annexion ne devra prendre effet que le 1^{er} juillet prochain, 1899. 1469

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 18 avril 1899.

Avis est par le présent donné que la Société d'Imprimerie de Waterloo, corps politique incorporé par lettres patentes, a été dissoute conformément à une résolution des actionnaires passée à une assemblée tenue le 4 avril 1899.

1465

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 20 avril 1899.

Avis à la Gazette Officielle.

AVIS DE LIQUIDATION.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 4780 des S. R. P. Q., que les actionnaires de la compagnie industrielle "La Fonderie de Drummondville", à leur assemblée générale tenue le 14 avril courant, ont passé une résolution pour la liquidation et la dissolution de cette compagnie.

1467

JOS. BOIVIN,
Assistant-Secrétaire de la Province.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le sousigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

No. 541-99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of Saint Bruno, county of Lake Saint John, the following cadastral lots of the township Labarre, to wit :

Ist range east, lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

IInd range east, lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

IInd range west, lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, and annex them for school purposes, to the school municipality of Hébertville, parish, in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next (1899). 1430

No. 716.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundary of school municipalities.

To detach this part of the cadastral number 215 of the parish of Sainte Rose, county of Laval, which is between the road of "la Grande Côte" and the one of "La Petite Côte," of the school municipality of the "Haut de la Grande Côte," of Sainte Rose, and annex it, for school purposes, to the school municipality of "Haut de la Petite Côte" of Sainte Rose, in the same county.

This annexation to take effect only on the first of July next, 1899. 1470

DEPARTMENT OF THE PROVINCIAL SECRETARY.

Québec, 18th April, 1899.

Notice is hereby given that the "Société d'Imprimerie de Waterloo," body politic and incorporated by letters patent, has been dissolved pursuant to a resolution passed by the shareholders at a meeting held the 4th April, 1899.

1466

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 20th April, 1899.

Notice to the Official Gazette.

NOTICE OF LIQUIDATION.

Notice is hereby given, in virtue of article 4780, of the R. S. P. Q., that the shareholders of the industrial company "La Fonderie de Drummondville", at their general meeting held on the 14th of April instant, have passed a resolution for the liquidation and dissolution of that company.

1468

JOS. BOIVIN,
Assistant Provincial Secretary.

AGRICULTURE DEPARTMENT.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

Dans le comté d'OTTAWA, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :
Cercle agricole de la mission de Notre-Dame de la Fourvière.

F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissaire de l'Agriculture.
Québec, 20 avril 1899. 1489

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, P. Q., le 12 juin 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.
Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
12 avril 1899. 1381-2

No. 590.99.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Détacher de la municipalité scolaire de "Shipton," comté de Richmond, le village de "Asbestos," avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du 27 janvier dernier (1899), et l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Asbestos."

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1899). 1379-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 23 mars 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Victor Morin, écrivain, notaire public, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu le notaire Denis Emery Papineau, en son vivant du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.
1083-5

No 348.95.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalité scolaire.

Annexer à la municipalité scolaire de Saint-Michel No 5, dans le comté d'Yamaska, le territoire connu sous le nom de "les lots", depuis et y compris le No 737 jusqu'au No 761 inclusivement, du cadastre de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, pour les fins scolaires.

Cette annexion ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1899. 1423-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

55.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou

In the county of OTTAWA, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :
Farmer's club of the mission of Notre-Dame de la Fourvière.

F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissioner of Agriculture.
Quebec, 28th April, 1899. 1490

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Québec shall meet at Hull, P. Q., on the 12th June, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.
Department of Lands,
Forests and Fisheries.
12th April, 1899. 1382

No. 590.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

To detach from the school municipality of "Shipton," county of Richmond, the village of "Asbestos," with the limits which are assigned to it by the proclamation of the 27th of January last (1899), and to erect it into a distinct school municipality by the name of "Asbestos".

This erection to take effect only on the 1st of July next (1899). 1380

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 23rd March, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, by Victor Morin, esquire, notary public, of the city of Montreal, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Denis Emery Papineau, notary public, in his lifetime of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.
1084

No. 348.95

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundary of school municipality.

To annex to the school municipality of Saint Michel No. 5, in the county of Yamaska, the territory known by the name of "The lots" from and including No. 737 to and including No. 761, of the cadastre of the parish of Saint Michel d'Yamaska, for school purposes

This annexation to take effect only on the 1st of July next (1899.) 1424

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53. —All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right

autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement

of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and farther more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall

de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

803

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les per

lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

804

LOUIS FRECHETTE
C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the

sonnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

« Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront rejetés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. »

« Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terrains, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. »

« Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. »

« Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. »

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) « Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste

person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) « Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain

doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS
805-2 Greffier de l'Assemblée Législative.

a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,
806 Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une licence a été accordée par l'Honorable Secrétaire Provincial, à The Birkbeck Investment Security and Savings Company, de Toronto, pour faire les affaires d'une compagnie de prêts et placements, dans la province de Québec.

Le principal agent et procureur de la compagnie dans la province de Québec est James W. Mills, de la cité de Montréal.

F. W. G. FITZGERALD,
Secrétaire.
1431

30 mars 1899.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1781.

Dame Marie Rose de Lima Desautels, épouse commune en biens de Joseph Jacob, entrepreneur, tous deux de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Jacob, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

ADAM, MATHIEU & MATHIEU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 17 avril 1899. 1433

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Georgiana Brière, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, épouse commune en biens de François-Xavier Marcotte, commerçant, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit François-Xavier Marcotte, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

JASMIN & GIROUARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 13 avril 1899. 1437

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No. 2497.

Dame Philomène Gagné, de la paroisse de Saint-Moïse, district de Rimouski, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, François Saucier, agriculteur, du même lieu.

TESSIER & Fiset,
Avocats de la demanderesse.
Rimouski, 4 avril 1899. 1425

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1295.

Dame Marie A. Normandin a poursuivi, ce jour, Joseph A. Martin, son mari, en séparation de biens.

BERARD & BRODEUR,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 1er mars 1899. 1365-2

Miscellaneous Notices

NOTICE.

Notice is hereby given that a license has been granted by the Honourable the Provincial Secretary to the Birkbeck Investment Security and Savings Company, of Toronto, to transact the business of a loan and investment company, in the province of Quebec.

The principal agent and attorney of the company in the province of Quebec is James W. Mills, of the city of Montreal.

F. W. G. FITZGERALD,
Secretary.
1432

30th March, 1899.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1781.

Dame Marie Rose de Lima Desautels, wife common as to property of Joseph Jacob, contractor, both of the city of Saint Henry, district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Jacob, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

ADAM, MATHIEU & MATHIEU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th April, 1899. 1434

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Georgiana Brière, of the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, said district, wife common as to property of François Xavier Marcotte, trader, said wife being duly authorized to ester en justice aux fins des présentes, Plaintiff ;

vs.

The said François Xavier Marcotte, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

JASMIN & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th April, 1899. 1438

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 2497.

Dame Philomène Gagné, of the parish of Saint-Moïse, district of Rimouski, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, François Saucier, farmer, of the same place.

TESSIER & Fiset,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 4th April, 1899. 1426

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1295.

Dame Marie A. Normandin, has, to-day, sued her husband, Joseph A. Martin, for separation of property.

BERARD & BRODEUR,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st March, 1899. 1366

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 25.

Dame Elise Lemaire, de la paroisse de Saint-Mathias, district de Saint-Hyacinthe, épouse de Doscithé Lemonde, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Doscithé Lemonde, journalier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 février 1899.

MEUNIER & MEUNIER,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 30 mars 1899. 1211-3

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 87.

Dame Joséphine Dozois, du village de Napierville, district d'Iberville, épouse commune en biens de Joseph Grégoire, fils, menuisier, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Grégoire, fils, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, en cette cause.

EMILE MIRIZZI,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 24 mars 1899. 1237-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2712.

Dame Adèle Lafflamme, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Israël Talbot, cordonnier, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit Israël Talbot, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

GOUIN, LEMIEUX,

DECARIE & BRASSARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 mars 1899. 1157-4

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4231.

Dame Philomène Anna Lavallée, de la cité de Sorel, district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Napoléon Latraverse, hôtelier, du même lieu.

WURTELE & LACROIX,

Avocats de la demanderesse.

* Sorel, 16 mars 1899. 1145-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe. }

Rosanna Bédard, épouse de Louis Johnson, commerçant, du village de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, a institué, contre son époux, une séparation de biens le 19 décembre 1895.

PELLAND & GIRARD,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 24 mars 1899. 1143-4

AVIS.

Dame Marie Louise Marchand, de la paroisse de Saint-Jean des Piles, district des Trois-Rivières, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Euchariste Crête, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,

Avocats de la demanderesse.

Trois-Rivières, 17 mars 1899. 1039-5

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 25.

Dame Elise Lemaire, of the parish of Saint Mathias, district of Saint Hyacinth, wife of Doscithé Lemonde, laborer, of the same place, duly authorized to sue for the purposes hereof, Plaintiff.

vs.

Doscithé Lemonde, laborer, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause on the 9th of February, 1899.

MEUNIER & MEUNIER,

Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinth, 30th March, 1899. 1212

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 87.

Dame Joséphine Dozois, of the village of Napierville, district of Iberville, wife common as to property of Joseph Grégoire, junior, joiner, and duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph G. égoire, junior, Defendant.

An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

EMILE MIRIZZI,

Attorney for plaintiff.

Saint John's, 24th March, 1899. 1238

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2712.

Dame Adèle Lafflamme, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Israël Talbot, shoemaker, duly authorized to sue for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs.

The said Israël Talbot, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has, this day, been instituted against the defendant.

GOUIN, LEMIEUX,

DECARIE & BRASSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th March, 1899. 1158

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4231.

Dame Philomène Anna Lavallée, of the city of Sorel, district of Richelieu, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Napoléon Latraverse, hotelkeeper, of the same place.

WURTELE & LACROIX,

Attorneys for plaintiff.

Sorel, 16th March, 1899. 1146.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Hyacinth. }

Rosanna Bédard, wife of Louis Johnson, trader, of the village of Marieville, district of Saint Hyacinth, has instituted, against her husband, an action for separation of property the 19th December, 1895.

PELLAND & GIRARD,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 24th march, 1899. 1144

NOTICE.

Dame Marie Louise Marchand, of the parish of Saint Jean des Piles, district of Three Rivers, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Euchariste Crête, trader, of the same place.

GRENIER & TESSIER,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 17th March, 1899. 1040

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Rachel Scott, des cités et district de Montréal, épouse commune en biens de Henry Brown, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Henry Brown, Défendeur.
La demanderesse a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.
J. M. FERGUSON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 20 mars 1899. 1053-5

Province de Québec, }
District de Saint Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 56.

Dame Marie Malvina Anna Desmarais, de la paroisse de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, épouse de Christophe Roireau dit Laliberté, marchand-tailleur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.
Le dit Christophe Roireau dit Laliberté, Défendeur.
La demanderesse a institué ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.
A. BOURGAULT,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 22 mars 1899. 1129-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 836

Dame Azilda Moreau, des cités et district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Manceau, imprimeur, la dite épouse dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.
Le dit Napoléon Manceau, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour contre le défendeur.
OSCAR SENEAL,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 1er avril 1899. 1295-3

AVIS.

Dame Marie Edda Lavoie, de la cité des Trois-Rivières, a institué ce jour, en cour supérieure, du district des Trois-Rivières, une action en séparation de biens contre son mari, Jean Louis Thibaudau, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,
Avocats de la demanderesse.
Trois-Rivières, 22 mars 1899. 1189-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No. 165.

Dame Alphonsine Lavigne, de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Alphonse Valiquette, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Alphonse Valiquette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.
RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 30 mars 1899. 1377-2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St-François }
No. 101.

Dame Marie Aglaé L'Hébreux, du village de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, a

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame Rachel Scott, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Henry Brown, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
The said Henry Brown, Defendant.
Plaintiff has, this day, instituted an action in separation of property against her said husband.
J. M. FERGUSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 20th March, 1899. 1054

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 56.

Dame Marie Malvina Anna Desmarais, of the parish of Saint Liboire, district of Saint Hyacinthe, wife of Christophe Roireau alias Laliberté, merchant tailor, of the same place, and duly authorized to sue in the present case. Plaintiff ;

vs.
The said Christophe Roireau alias Laliberté, Defendant.
An action for separation as to property has been taken this day, against the defendant.
A. BOURGAULT,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 22nd March, 1899. 1130

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 836.

Mrs. Azilda Moreau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Manceau, printer, said wife being duly authorized à ester en justice aux fins des présentes, Plaintiff ;

vs.
The said Napoléon Manceau, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property, has been instituted this day, against defendant.
OSCAR SENEAL,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 1st April, 1899. 1296

NOTICE.

Dame Marie Edda Lavoie, of the city of Three Rivers, has, this day, instituted in the superior court of the district of Three Rivers, an action for separation of property, against her husband, Jean Louis Thibaudau, trader, of the same place.

GRENIER & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 22nd March, 1899. 1190

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 165.

Dame Alphonsine Lavigne, of Montreal, said district, wife common as to property of Alphonse Valiquette, merchant, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.
The said Alphonse Valiquette, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.
RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th March, 1899. 1378

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 101.

Dame Marie Aglaé L'Hébreux, of the village of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, ha

ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Pierre Jalbert, entrepreneur de pompes funèbres et sellier, du même lieu, son époux, après autorisation judiciaire à cet effet.

CAMPBELL & DESCHAMPS,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 13 avril 1899. 1411-2

AVIS

Dame Odila Brisson, de la paroisse de Saint Pierre les Becquets, district des Trois-Rivières, a institué ce jour, en cour supérieure du dit district, une action en séparation de biens contre son mari, Octave Beaudet, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,

Avocats de la demanderesse.

Trois-Rivières, 13 avril 1899. 1415-2

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6471.

Dame Cora-May Sears, du canton de Standbridge, dans le district de Bedford, épouse d'Alexander Ray, du même lieu, fabricant de beurre et de fromage, et la dite Cora-May Sears, dûment autorisée à ester en justice en cette cause,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Alexander Ray, Défendeur.

La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre le défendeur.

S. CONSTANTINEAU,

Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 13 mars 1899 1347-2

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 504.

Dame Alphonsine Bergevin, de la ville de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Césaire Langlois, hôtelier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Césaire Langlois, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

L. J. PAPINEAU,

Avocat de la demanderesse.

Beauharnois, 5 avril 1899. 1345-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, et amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront subséquemment devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera : "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka."

2° Les objets pour lesquels la constitution de la compagnie est demandée, sont les suivants : l'encouragement de la colonisation, le défrichement et la culture des terres, le commerce des produits agricoles, naturels et manufacturés et la confection d'iceux, l'exploitation du commerce de voiturage par eau et par terre, et tout autre commerce.

3° Le siège principal des affaires de la Compagnie sera à Honfleur sur Péribonka, dans la Province de Québec.

4° Le montant du fond social sera de la somme de \$5,000.00.

5° Le nombre des actions sera de 250, et le montant de chaque action de \$20.00.

6. Les noms, professions et résidences des requé-

this day, instituted an action for separation as to property against Pierre Jalbert, undertaker and saddler, of the same place, her husband, after being judicially authorized.

CAMPBELL & DESCHAMPS,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 13th April, 1899. 1412

NOTICE

Dame Odila Brisson, of the parish of Saint Pierre les Becquets, district of Three Rivers, has, this day, instituted in the superior court of the said district, an action for separation as to property against her husband, Octave Beaudet, trader, of the same place.

GRENIER & TESSIER,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 13th April, 1899. 1416

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6471.

Dame Cora-May Sears, of the township of Standbridge, in the district of Bedford, wife of Alexander Ray, of the same place, butter and cheese manufacturer, and the said Cora-May Sears, duly authorized to sue herein,

Plaintiff ;

vs.

The said Alexander Ray, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property against the defendant.

S. CONSTANTINEAU,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 13th March, 1899. 1348

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No 504.

Dame Alphonsine Bergevin, of the town of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, wife common as to property of Césaire Langlois, hotel keeper, of the same place, and duly authorized to sue,

Plaintiff ;

vs.

The said Césaire Langlois, Defendant.

An action for separation of property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

L. J. PAPINEAU,

Attorney for plaintiff¹

Beauharnois, 5th April, 1899. 1346

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a granting of a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, and amendments thereto, constituting the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company will be "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka".

2. The purposes for which its incorporation is sought are the following : the encouragement of colonization, the clearance and tillage of land, trade in agricultural, natural and manufactured products and the preparation thereof, the business of carriers on land and water, and any other trading.

3. The company's principal business place will be at Honfleur sur Péribonka, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock will be \$5,000.00.

5. The number of shares will be 250 and the amount of each share \$20.00.

6. The names, professions and residences of the

rants, qui sont tous sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs de la compagnie, sont comme suit : Linière Taschereau, avocat ; Achilles Mercier, notaire ; Joseph Alfred Langlais, commerçant ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, commerçant ; Paul de Cazes, employé civil, tous de Québec, et Louis Dionne, cultivateur, de Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,
Sol. des requérants.
1479

Québec, 19 avril 1899.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil, par les requérants ci-après mentionnés, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom incorporé de la dite compagnie sera "The Real Estate Investment Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acheter ou louer des immeubles de toute description, soit à la ville ou à la campagne, limites à bois, moulins, manufactures et pouvoirs d'eau ; de les posséder, hypothéquer, vendre, transporter et aliéner ; ériger et construire des bâties, accepter des stocks et obligations et en disposer, d'aucune autre corporation en paiement de telle propriété que la compagnie peut vendre ou acquérir ; emprunter de l'argent et en garantie donner des hypothèques, débentures ou autrement et faire en général toutes choses en rapport aux immeubles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant des fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cent, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Pierre Alexandre Larivière, marchand d'immeubles, du village de Melbourne, dans le district de Saint-François ; Henry Fitzwilliam Bellew, gentilhomme ; Henry C. Bellew, courtier d'assurance ; Joseph A. Leguerrier, constructeur et entrepreneur, tous trois de la cité de Montréal, et John Matthew Nunns, entrepreneur, du village de Melbourne, tous sont sujets de Sa Majesté.

Les trois premiers nommés seront les premiers directeurs de la compagnie.

DORAI & DORAI,
Procureurs des requérants.
1463

Montréal, 18 avril 1899.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, statuts révisés de la province de Québec, section 4694 et suivantes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "Quebec Mining Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est l'exploitation des mines et le commerce des mines et minéraux en général.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$60,000.00.

5° Le nombre des actions sera de soixante mille, et le montant de chaque action sera de une piastre.

petitioners, who are all subjects of Her Majesty, and who will be the first directors of the company, are as follows : Linière Taschereau, advocate ; Achilles Mercier, notary ; Joseph Alfred Langlais, trader ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, trader ; Paul de Cazes, civil service employee, all of Québec, and Louis Dionne, farmer, of Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,
Sol. of petitioners.
1480

Quebec, 19th April, 1899.

Notice is hereby given that an application will be made by the petitioners hereinafter mentioned to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter by letters patent, under the "Incorporation of Joint Stock Companies' Act," constituting the said petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company will be "The Real Estate Investment Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to buy or lease real estate of any description, whether in town or country, timber limits, mills, factories and water powers ; to hold the same, to mortgage, sell, transfer and alienate the same ; to erect and construct buildings ; to accept, and dispose of stocks and bonds of any other corporation in payment of such property as the company may sell or acquire ; to borrow money and to secure the same by mortgage, debentures or otherwise ; and to engage generally in all undertakings relating to real estate.

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars.

5. The number of shares will be five hundred, the amount of each share will be one hundred dollars.

6. The names, addresses and callings of the petitioners are as follows :

Pierre Alexandre Larivière, dealer in real estate, of the village of Melbourne, in the district of Saint-François ; Henry Fitzwilliam Bellew, gentleman ; Henry C. Bellew, insurance broker ; Joseph A. Leguerrier, builder and contractor, all three of the city of Montreal, and John Matthew Nunns, contractor, of the village of Melbourne, all being subjects of Her Majesty.

The first named three of whom shall be the first directors of the company.

DORAI & DORAI,
Attorneys for petitioners.
1464

Montreal, 18th April, 1899.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation Act, revised statutes of the province of Québec, sections 4694 and following, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is the "Quebec Mining Company."

2. The object for which incorporation is sought is the working of mines and trading in mines and minerals generally.

3. The said company's principal place of business will be in the city of Québec, in the province of Québec.

4. The proposed amount of the capital stock will be \$60,000.00.

5. The number of shares will be sixty thousand, and the value of each share one dollar.

6° Les noms, résidences, qualités et états, professions des requérants sont comme suit : l'honorable Alfred A. Thibaudeau, de la cité de Montréal, sénateur ; l'honorable Louis Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat et conseil de la Reine ; l'honorable Adélar Turgeon, de la ville de Lévis, ministre ; John Breakey, de la cité de Québec, industriel ; Antoine Guilbault, du même lieu, marchand ; Roger Larue, du même lieu, marchand ; Frank Carrell, du même lieu, journaliste ; John Ritchie, du même lieu, industriel ; William A. Marsh, du même lieu, industriel ; J. Arthur Turcotte, du même lieu, marchand. Les sus-nommés William A. Marsh, Antoine Guilbault, l'honorable Louis Philippe Pelletier, John Breakey, l'honorable Adélar Turgeon, John Ritchie, Roger Larue, devront être les premiers directeurs de la dite compagnie.

DROUIN, PELLETIER & FISET,

Procureurs des requérants.

Daté à Québec, ce vingt-septième jour de mars 1899. 1193-4

Canada, }
Province de Québec. }

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, et sous six mois après le 29e jour de mars 1899, étant la date de la sanction, par les actionnaires de "The Canadian Rand Drill Company," du règlement de la dite compagnie, à cet effet, les directeurs de la dite compagnie, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes supplémentaires, augmentant le fonds social de la dite "Canadian Rand Drill Company," de la somme de dix-huit mille piastres, à la somme de cinquante mille piastres, la dite augmentation devant être divisée en trois cent vingt actions de cent piastres chacune.

LAWRENCE & MORRIS,

Solliciteurs des Requérants.

Daté à Sherbrooke, ce 30e jour de mars, A. D., 1899. 1215-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des Compagnies à fonds social et amendements, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie sera *The Wm Rutherford & Sons Company* (limitée).

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acheter, vendre, manufacturer le bois et articles en bois de toute description et en faire le commerce ; de faire des contrats pour constructions et contrats pour matériaux de constructions ; de construire des bâtisses ; de faire le commerce d'immuebles, les hypothéquer et accepter des hypothèques sur iceux et en général de faire toutes choses en rapport ou nécessaires pour les fins des susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

William Rutherford, manufacturier, de la ville de Westmont, dans la province de Québec ; Thomas Jackson Rutherford, manufacturier, de la cité de

6. The names, residences, qualities and callings of the petitioners are as follows : the honorable Alfred A. Thibaudeau, of the city of Montreal, senator ; the honorable Louis Philippe Pelletier, of the city of Quebec, advocate and Queen's Counsel ; the honorable Adélar Turgeon, of the town of Levis, minister ; John Breakey, of the city of Quebec, manufacturer ; Antoine Guilbault, of the same place, merchant ; Roger Larue, of the same place, merchant ; Frank Carrell, of the same place, journalist ; John Ritchie, of the same place, manufacturer ; William A. Marsh, of the same place, manufacturer ; J. Arthur Turcotte, of the same place, merchant. The above named William A. Marsh, Antoine Guilbault, the honorable Louis Philippe Pelletier, John Breakey, the honorable Adélar Turgeon, John Ritchie, Roger Larue will be the first directors of the said company.

DROUIN, PELLETIER & FISET,

Attorneys for petitioners.

Dated at Quebec, this twenty-seventh day of March, 1899. 1194

Canada, }
Province of Quebec. }

Public notice is hereby given, that within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, and within six months after the 29th day of March, 1899, being the date of the sanction by the shareholders of The Canadian Rand Drill Company, of the by-law of said company to that effect, the directors of the said company, will, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, make application to His Honor the lieutenant governor in council, for supplementary letters patent, increasing the capital stock of the said The Canadian Rand Drill Company, from the sum of eighteen thousand dollars, to the sum of fifty thousand dollars, said increase to be divided into three hundred and twenty shares of one hundred dollars each.

LAWRENCE & MORRIS,

Solicitors for applicants.

Dated at Sherbrooke, this 30th day of March, A. D., 1899. 1216

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant-governor in council, for the granting of a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting them and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be "The Wm Rutherford & Sons Company" (Limited).

2. The objects for which incorporation is sought are : to buy, sell, manufacture and deal in lumber and woodwork of every description ; to take building contracts and contracts for building material ; to erect buildings ; to deal in real estate, hypothecate the same and accept hypothecs thereon, and generally to do all things incidental to or necessary for the effective carrying out of the objects aforesaid.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Sainte-Cunégonde of Montreal, in the district of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company, is to be one hundred and fifty thousand dollars.

5. The number of shares is to be fifteen hundred, and the amount of each share one hundred dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows :

William Rutherford, manufacturer, of the town of Westmont, in the province of Quebec ; Thomas Jackson Rutherford, manufacturer, of the city of

Montréal, dans la province de Québec ; William Rutherford, junior, manufacturier ; Andrew Rutherford, manufacturier, et Stewart Flemming Rutherford, ingénieur civil, tous de la dite ville de Westmount, dans la province de Québec.

7° Les dits William Rutherford, Thomas Jackson Rutherford, William Rutherford, junior, Andrew Rutherford et Stewart Flemming Rutherford, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

W. G. CRUICKSHANK,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 4 avril 1899.

1249-3

Avis public est par le présent donné qu'après les délais voulus par la loi, les personnes dont les noms suivent s'adresseront au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, lui demandant de les constituer en corporation et de leur octroyer une charte, sous le grand sceau de la province, de la manière et pour les fins ci-après mentionnées, savoir :

1° Le nom social de la dite corporation sera *The Rock City Tobacco Company* ;

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la dite compagnie est demandée est l'exploitation générale de l'industrie du tabac ;

3° L'endroit dans les limites de la province choisi pour le siège principal des affaires de la compagnie est Québec ;

4° Le chiffre projeté du fonds social est cinquante mille piastres ;

5° Le nombre des actions est de cinq cents de cent piastres chacune ;

6° Les noms, adresses, professions de chacun des requérants, sont comme suit, savoir : Napoléon Drouin, de Québec, négociant ; Joseph Picard, de Québec, commis ; Alfred Drouin, de Québec, commis ; Alexis Drouin, de Québec, négociant ; Edmond Drouin, de Québec, négociant ;

7° Tous les dits requérants résident au Canada et sont sujets de Sa Majesté ;

8° Les requérants Napoléon Drouin, Alexis Drouin et Edmond Drouin seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,

Procs. des Requérants.

Québec, 4 avril 1899.

1255-3

AVIS

Les personnes ci-après nommées s'adresseront au lieutenant-gouverneur, dans le mois qui suivra la dernière publication de cet avis, pour obtenir une charte, par lettres patentes en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social" (art. 4694 et seq. des statuts refondus de la province de Québec, 1888), les constituant, avec les autres personnes qui s'adjoindront à elles, en corporation et corps politique.

1° Le nom social de la compagnie sera "The Provident Trust and Investment Company."

2° L'objet pour lequel la compagnie veut être constituée en corporation est : acquérir, à quelque titre que ce soit, des propriétés immobilières, y ériger des bâties, les posséder et exploiter, les louer, les hypothéquer, les aliéner par vente ou autrement, en faire un commerce ; acquérir des créances hypothécaires, des débetures de corporations municipales et autres, en disposer ; se procurer des fonds soit en émettant des débetures ou autrement ; faire des prêts d'argent, à telles conditions qu'elle jugera avantageuses sur hypothèques, ou sur des valeurs publiques de la Puissance ou des diverses provinces du Canada, ou sur des débetures émises par des corporations, ou sur des actions de banques légalement constituées ou sur toute autre garantie ; agir comme agent pour placer, sur hypothèques ou sur valeurs publiques, ou sur toute autre garantie, comme susdit, les capitaux qui lui seront confiés, ou pour administrer des successions, percevoir les loyers et généralement toutes sommes dues par prêts, dividendes, débetures, bons, lettres de change, billets, ou autrement ; elle pourra aussi s'amalgamer avec d'autres compagnies.

Montreal, in the province of Quebec ; William Rutherford, junior, manufacturer ; Andrew Rutherford, manufacturer, and Stewart Flemming Rutherford, civil engineer, all of the said town of Westmount, in the province of Quebec.

7. The said William Rutherford, Thomas Jackson Rutherford, William Rutherford, junior, Andrew Rutherford and Stewart Flemming Rutherford are to be the first or provisional directors of the company.

W. G. CRUICKSHANK,

Solicitor for applicants.

1250

Montreal, 4th April, 1899.

Notice is hereby given that after the delay required by law, the persons hereinafter named will apply to the lieutenant governor of the province of Quebec, asking to erect them into incorporation and grant them a charter under the great seal of the province, in the manner and for the purposes hereinafter set forth, to wit :

1° The corporate name of the said corporation will be "The Rock City Tobacco Company."

2° The object for which the incorporation of the said company is sought is the general working of the tobacco industry.

3° The place within the limits of the province chosen for the company's chief place is Quebec.

4° The proposed amount of the capital stock is fifty thousand dollars.

5° The number of shares is five hundred of one hundred dollars each.

6° The names, residences and professions of each of the petitioners are as follows, to wit : Napoléon Drouin, of Quebec, trader ; Joseph Picard, of Quebec, clerk ; Alfred Drouin, of Quebec, clerk ; Alexis Drouin, of Quebec, trader ; Edmond Drouin, of Quebec, trader.

7° All the said petitioners reside in Canada and are subjects of Her Majesty.

8° The petitioners Napoléon Drouin, Alexis Drouin and Edmond Drouin will be the first directors of the said company.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 4th April, 1899.

1256

NOTICE.

The persons hereinafter named will apply to the lieutenant governor, within one month after the last publication of this notice, for a charter by letters patent under the provisions of the "joint stock companies incorporation act" (art. 4694 et seq. of the consolidated statutes of the province of Quebec, 1888), constituting them, and such other persons who will join them, a corporation and a body politic.

1. The corporate name of the company will be "The Provident Trust and Investment Company."

2. The object for which incorporation is sought is : to acquire real estate by any title whatever, to erect buildings thereon, to own and develop, lease, mortgage, alienate by sale or otherwise any such property, to trade in real estate ; to acquire hypothecary claims, debentures of municipal or other corporations, and dispose of the same ; to borrow money, either by issuing debentures or otherwise ; to lend money on such conditions as it may deem advantageous on mortgage, or on the public securities of the Dominion, or of the various provinces, of Canada, or on debentures issued by corporations, or on the shares of any incorporated bank, or upon any other security ; to act as agent for investing on mortgage, or on public securities, or any other securities as aforesaid, the monies which will be entrusted to it, or for administering successions, collecting rents and generally all sums whatever due on loans, dividends, debentures, bonds, bills, notes, or otherwise ; it shall also have the power to amalgamate with other companies.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de cinq cent mille dollars.

5° Le nombre des actions sera de cinq mille, et le montant de chaque action sera de cent dollars.

6° Les requérants sont : l'honorable Alphonse Desjardins, de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, membre du Conseil Privé du Canada, financier ; Lucien Arsène Bernard, pharmacien, de la cité et du district de Montréal ; Guillaume Narcisse Ducharme, financier, de la ville de Sainte-Cunégonde, dans le district de Montréal ; Onésime Martineau, de la dite cité de Montréal, entrepreneur ; Ananie Siméon Hamelin, financier, de la dite cité de Montréal ; Jean-Baptiste Hubert Desjardins, manufacturier, de la dite ville de Maisonneuve ; Amédée Anaclet Bernard, médecin, de la ville de Saint Henri, dans le dit district.

Les premiers directeurs seront les dits honorable Alphonse Desjardins, Lucien Arsène Bernard, Guillaume Narcisse Ducharme, Onésime Martineau et Ananie Siméon Hamelin, requérants.

Tous les requérants résident au Canada et sont sujets de Sa Majesté.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Solliciteurs pour les requérants.

Montréal, 29 Mars 1899.

1279-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte, constituant les requérants en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif sera The Mount Royal Club.

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquérir terrain et bâties dans la cité de Montréal, et y maintenir un club pour les fins de récréation.

3° La principale place d'affaires de la corporation sera dans Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent mille piastres divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

The Right Honorable Lord Stratheona and Mount Royal ; Honorable George Alexander Drummond ; Honorable Louis Joseph Forget ; Robert Craik, M. D. ; Francis Wolferstan Thomas ; Richard Bladworth Angus ; Hugh Montagu Allan ; Hugh Andrew Allan ; Edward Seabourne Clouston ; John Try Davies ; Hugh Graham ; Charles Melville Hays ; George Robertson Hooper ; Henry Vincent Meredith ; Hartland St Clair Macdougall ; William Molson Macpherson ; William Watson Ogilvie ; Hugh Paton ; James Ross et Henry Stikeman, tous de Montréal.

6° The Right Honorable Lord Stratheona and Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Seabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross et Henry Stikeman seront les premiers directeurs.

CAMPBELL, MEREDITH,

ALLAN & HAGUE.

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 mars 1899.

1156-4

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DES
BASSES LAURENTIDES.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la compagnie de chemin de fer des Basses Laurentides, aura lieu au principal bureau de la compagnie, à savoir : dans

3. The chief place of business of the company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is five hundred thousand dollars.

5. The number of shares is to be five thousand, of the value of one hundred dollars each.

6. The applicants are : honorable Alphonse Desjardins, of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, a member of the privy council of Canada, financier ; Lucien Arsène Bernard, of the city and district of Montreal, apothecary ; Guillaume Narcisse Ducharme, of the town of Sainte-Cunégonde, in the district of Montreal, financier ; Onésime Martineau, of the said city of Montreal, contractor ; Ananie Siméon Hamelin, of the said city of Montreal, financier ; Jean Bte. Hubert Desjardins, of the said town of Maisonneuve, manufacturer ; Amédée Anaclet Bernard, surgeon, of the town of Saint Henri, in the said district.

The first directors are to be the said honorable Alphonse Desjardins, Lucien Arsène Bernard, Guillaume Narcisse Ducharme, Onésime Martineau and Ananie Siméon Hamelin, applicants.

All the applicants are residing in Canada and subjects of Her Majesty.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Solicitors for the applicants.

Montreal, 29th March, 1899.

1280

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for the granting of a charter to the applicants constituting them a body politic and corporate.

1. The corporate name shall be the Mount Royal Club.

2. The object for which the incorporation is sought is for the purpose of acquiring land and buildings in the city of Montreal, and maintaining thereon a club for the purposes of recreation.

3. The chief place of business of the corporation will be at Montreal.

4. The proposed amount of its capital stock is one hundred thousand dollars divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The names in full with the addresses and calling of the applicants are as follows :

The Right Honorable Lord Stratheona and Mount Royal ; Honorable George Alexander Drummond ; Honorable Louis Joseph Forget ; Robert Craik, M. D. ; Francis Wolferstan Thomas ; Richard Bladworth Angus ; Hugh Montagu Allan ; Hugh Andrew Allan ; Edward Seabourne Clouston ; John Try Davies ; Hugh Graham ; Charles Melville Hays ; George Robertson Hooper ; Henry Vincent Meredith ; Hartland St. Clair Macdougall ; William Molson Macpherson ; William Watson Ogilvie ; Hugh Paton ; James Ross and Henry Stikeman, all of Montreal.

6. The Right Honorable Lord Stratheona and Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Seabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross and Henry Stikeman shall be the first directors.

CAMPBELL, MEREDITH,

ALLAN & HAGUE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 27th March, 1899.

1156

LOWER LAURENTIAN RAILWAY COMPANY.

NOTICE.

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the Lower Laurentian Railway Company, will be held at the head office of the company, to wit : at the registry office,

le bureau d'enregistrement, dans la cité de Trois-Rivières, mardi, le neuvième jour de mai prochain (1899), à 11.30 a. m., pour élire les directeurs, prendre en considération et approuver l'offre d'achat de la ligne et de la propriété de la compagnie par la compagnie du chemin de fer Grand Nord, et pour autoriser et sanctionner la vente d'icelles à telle compagnie.

WILLIAM COOK,
Secrétaire.

Trois Rivières, 12 avril 1899.

1395-2

in the city of Three Rivers, on Tuesday, the ninth day of May next (1899), at the hour of 11.30 A.M., to elect directors and to take into consideration and to approve the offer of purchase of the company's line and property by the Great Northern Railway Company, and to authorize and sanction the sale thereof to such company.

WILLIAM COOK,
Secretary.

Three Rivers, 12th April, 1899.

1396

Avis de Faillites

Canada, }
Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4233.

Dans l'affaire de Sénécal et Fils, marchands, de la cité de Sorel, district de Richelieu, Faillis.

Avis est par le présent donné que le 13e jour d'avril 1897, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens des dits Sénécal et Fils, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

W. H. CHAPDELAINE,
Curateur.

Sorel, 13 avril 1899.

1441

Avis est donné à ceux y ayant droit, qu'à la requête de M. P. P. Martin, marchand, de Montréal, Louis Fontaine, marchand, de L'Ange-Gardien, dans le district de Saint-Hyacinthe, a fait, le 15 avril courant, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, siégeant en le dit district, une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
Avocat du requérant.

Saint-Hyacinthe, 18 avril 1899.

1449

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Louis Harry Gaudry, }
et Requérent cession ;

Napoléon Vézina, Débiteur.

Avis est par le présent donné que Napoléon Vézina, de Saint-Roch de Québec, plombier, le dix-septième jour d'avril 1899, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec

GEORGE LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Québec, 20 avril 1899.

1483

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Aimé Geoffrion, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé sur le produit des biens meubles et immeubles et sera sujet à contestation jusqu'au 8 mai 1899. Les collocations seront payables le et après le 9 mai 1899, à notre bureau, No 1709, rue Notre-Dame, Montréal.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

Montréal, 22 avril 1899.

1451

Bankrupt Notices

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court*
No. 4233.

In the matter of Sénécal et Fils, merchants, of the city of Sorel, district of Richelieu, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 13th day of April, 1899, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Sénécal et Fils, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

W. H. CHAPDELAINE,
Curator.

Sorel, 13th April, 1899.

1442

Notice is given to whom may be entitled thereto, that, at the request of Mr. P. P. Martin, of Montréal, merchant, Louis Fontaine, of L'Ange-Gardien, in the district of Saint Hyacinth, merchant, has made, on the 15th day of April instant, in the office of the prothonotary of the superior court, sitting in said district, a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
Advocate for the petitioner

Saint Hyacinth, 18th April, 1899.

1450

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
Louis Harry Gaudry, }
and Petitioner for assignment ;

Napoléon Vézina, Débitur.

Notice is hereby given that Napoléon Vézina, of Saint Roch of Quebec, plumber, has, on the seventeenth day of April, 1899, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec.

GEORGE LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Quebec, 20th April, 1899.

1484

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Aimé Geoffrion, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels and immovables, open to objection until 8th May, 1899. The dividends will be payable at our office, No. 1709, Notre Dame street, Montreal, on or after the 9th May, 1899.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

Montreal, 19th April, 1899.

1452

Province de Québec,
District de Montréal. }
No. 33.

Cour Supérieure.

In re Adelard Cusson,

Failli.

Avis est donné que le 17 avril courant, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Adelard Cusson, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

OSCAR DESAUTELS,
1586½ rue Notre-Dame.

Montréal, 18 avril 1899.

1455

Dans l'affaire de William T. Costigan, de la cité de Montréal, commerçant, y faisant affaires sous le nom W. T. Costigan & Co. et The Sclater Asbestos Mfg. Co., Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été déclaré et sera sujet à objection dans mon bureau, jusqu'à lundi, le 8e jour de mai, après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN HYDE,
Curateur.

Montréal, 19 avril 1899.

1453

Province de Québec,
District de Montréal. }
No. 34.

Cour Supérieure.

James W. Withell,

Demandeur ;

vs.

Emile Lacas,

Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 18e jour d'avril 1899, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau dans un délai de trente jours.

HENRY W. PRENDERGAST,
Curateur.

36, Bâtisse des tramways,
Montréal, 19 avril 1899.

1459

Ventes par le Sherif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Mégantic.

Arthabaska, à savoir : { JOSEPH CHATEAU-NEUF, Demandeur ;
No. 6474. } contre LA COMPAGNIE D'ASBESTE DE THETFORD, Défenderesse.

Tout ce certain morceau de terre sis, situé et étant dans le canton de Thetford, et plus particulièrement connu et désigné comme étant le lot numéro six, du cinquième rang du dit canton de Thetford, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses dessus construites, à l'exception de la maison construite sur la partie sud-ouest du dit lot, avec ensemble cinquante pieds de terre en largeur sur cent pieds de profondeur, à être pris où la dite maison se trouve érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Marie de Thetford, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,
Député Sherif.

Bureau du Sherif,
Arthabaskaville, 19 avril 1899.

1435

[Première publication, 22 avril 1899.]

Province of Quebec,
District of Montreal. }
No. 33.

Superior Court.

In re Adelard Cusson,

Insolvent.

Notice is given that on the 17th of April instant, the undersigned has been appointed, by order of the court, curator to the property of the said Adelard Cusson, who has made an abandonment of his properties for the benefit of his creditors.

The sworn claims must be filed with me within a delay of thirty days of this notice.

OSCAR DESAUTELS,
1586½ Notre-Dame street.

Montreal, 18th April, 1899.

1456

In the matter of William T. Costigan, of the city of Montreal, trader, and there trading as W. T. Costigan & Co. and The Sclater Asbestos Mfg. Co., Insolvent.

A first and final dividend has been declared, open to objection at my office, until Monday, 8th May, 1899, after which date dividends will be payable.

JOHN HYDE,
Curator.

Montreal, 19th April, 1899.

1454

Province of Quebec,
District of Montreal. }
No. 34.

Superior Court.

James W. Withell,

Plaintiff ;

vs.

Emile Lacas,

Defendant.

Notice is hereby given that, on the 18th day of April, 1899, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant.

Claims must be filed within one month.

HENRY W. PRENDERGAST,
Curator.

36, Street Ry. Chambers,
Montreal, 19th April, 1899.

1460

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—County of Mégantic.

Arthabaska, to wit : { JOSEPH CHATEAUNEUF,
No. 6474. } Plaintiff ; against THE
THETFORD ASBESTOS COMPANY, Defendant.

All that certain track or parcel of land situate, lying and being in the township of Thetford, and more particularly known and designated as being the lot number six, in the fifth range of the said township of Thetford, containing two hundred acres of land in superficies, more or less—together with the buildings thereon erected, except the house erected on the south west part of said lot, together with fifty feet of land in width by one hundred feet in depth, to be taken where the said house is erected.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur de Marie of Thetford, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 19th April, 1899.

1436

[First published, 22nd April, 1899.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—Comté de Shefford.*

Province de Québec, } **LOUIS LAROSE**, Deman-
District de Bedford, } deur ; contre les terres
No 5503. } et tenements de **ALEX.**
BERGERON, Défendeur.

Cette terre ayant quarante acres à prendre du sixième lot et soixante et onze acres à prendre du septième lot dans le neuvième rang des lots (subdivision primitive) du canton de Potton, dans le district de Bedford. La dite terre dans le dit sixième lot étant maintenant connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton, sous le numéro neuf cent quarante-deux (942), et la dite terre dans le dit septième lot étant maintenant connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels sous le numéro neuf cent quarante-six (946)—avec les améliorations faites, sans garantie de mesure précise dans les dits deux numéros officiels.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cajetan de Potton, (à Monsonville ainsi appelée), dans le canton de Potton et district de Bedford, le **SIXIEME** jour de **MAI** prochain, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 28 mars 1899. 1203-2
[Première publication, 1er avril 1899.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—County of Shefford.*

Province of Quebec, } **LOUIS LAROSE**, Plaintiff;
District of Bedford, } against the lands and
No 5503. } tenements of **ALEX. BER-**
GERON, Defendant.

That certain land being forty acres out of the sixth lot and seventy-one acres out of the seventh lot in the ninth range of lots (primitive subdivision) of the township of Potton, in the district of Bedford. The said land in the said sixth lot being now known and described on the official plan and in the book of reference of the said township of Potton, as number nine hundred and forty-two (942), and the said land in the said seventh lot being now known and described on said official plan and book of reference as number nine hundred and forty-six (946)—with improvements thereon, without guarantee as to exact quantity of land in the said two official numbers.

To be sold at the parish church door of Saint Cajetan de Potton, (at Monsonville so called), in the township of Potton and district of Bedford, on the **SIXTH** day of **MAY** next, at the hour of **NINE** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 28th March, 1899. 1204
[First published, 1st April, 1899.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour de Circuit*

Canada, } **WILLIAM LAW**
Province de Québec, } **McKENZIE**, du
District de Gaspé, } canton de New Rich-
Comté de Bonaventure, } mond, marchand, De-
à savoir : No 1471. } mandeur ; vs. les terres
et tenements de **ELZEAR DESCHENE**, du susdit
canton de New Richmond, cultivateur, Défendeur.

Un morceau de terre dans le troisième rang du canton de New Richmond, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, ayant environ un acre et demi de terre de front sur la profondeur du dit rang ; borné en front par le deuxième rang, en arrière par le chemin divisant les troisième et quatrième rangs, à l'est par George Cyr, et à l'ouest par Alfred LeBlanc—ensemble avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saints Anges Gardiens de Caspédiac, dans le canton de New Richmond, **JEUDI**, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **MAI** prochain (1899), à **DEUX** heures de l'après-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif, C. B.
New Carlisle, 11 avril 1899. 1427
[Première publication, 22 avril 1899.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court*

Canada, } **WILLIAM LAW**
Province of Quebec, } **McKENZIE**, of
District of Gaspé, } the township of New-
County of Bonaventure, } Richmond, merchant,
to wit : No. 1471. } Plaintiff ; vs. the lands
and tenements of **ELZEAR DECHENE**, of the
aforesaid township of New Richmond, farmer,
Defendant.

A certain piece or portion of land in the third range of the township of New Richmond, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, being about one and one half acre of land in front by the depth of the said range ; bounded in front by the second range, in rear by the road dividing the third and fourth ranges, on the east by George Cyr, and on the west by Alfred LeBlanc—together with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saints Anges Gardiens de Caspédiac, in the township of New Richmond, on **THURSDAY**, the **TWENTY-FIFTH** day of **MAY** next ensuing (1899), at the hour of **TWO** in the afternoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff, C. B.
New Carlisle, 11th April, 1899. 1428
[First published, 22nd April, 1899.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **D**AME HERMINE LA-
No. 153. } MOUREUX ET VIR.,
Demandeurs ; contre DAVID FOURNIER, Défendeur.

Une terre situé sur la septième concession, en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, de la contenance de soixante et dix arpents et soixante et douze perches en superficie, plus ou moins ; bornée en front par le chemin public, et en profondeur par les terres de la huitième concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (485)—avec les bâtisses y érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien susdite, le trentième jour d'avril 1896, à onze heures de l'avant-midi, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le HUITIÈME jour de MAI prochain, à la porte de la dite église paroissiale de Saint-Cyprien.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Saint-Jean, 19 avril 1899. 1461
[Première publication, 22 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J**OSEPH SIMARD, no-
No 2098. } taire public, de la cité et
du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de ALBERT BLANCHARD, de la cité et du district de Montréal, Défendeur, savoir :

1° Un terrain situé au village incorporé de la Côte de la Visitation, connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot numéro cent cinquante-quatre, de la subdivision officielle du lot originaire cent cinquante-trois (153-154), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant, le dit terrain, douze pieds de front sur le chemin Papineau par cent dix-sept pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise ; borné en front par le chemin Papineau susdit, en arrière par une ruelle, d'un côté par le numéro cent cinquante-cinq (155) de la dite subdivision, et de l'autre côté par le résidu du dit lot cent cinquante-quatre (154) de la dite subdivision officielle du numéro cent cinquante-trois (153) ; un autre terrain contigu situé au même lieu, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro cent cinquante-cinq (155) de la dite subdivision, des plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant vingt pieds de front sur le chemin Papineau par cent dix-sept pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise ; borné en front par le chemin Papineau, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot numéro cent cinquante-quatre de la subdivision offi-

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **D**AME HERMINE LA-
No. 153. } MOUREUX ET VIR.,
Plaintiffs ; against DAVID FOURNIER, Defendant.

A farm situated on the seventh concession, in the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, containing seventy arpents and seventy-two perches in superficies, more or less ; bounded in front by the public road, and in depth by the lands of the eighth concession, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the number four hundred and eighty-five (No. 485) — with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the thirtieth day of April, 1896, at the parochial church door of the said parish of Saint Cyprien, will take place at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the EIGHTH day of MAY next, at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien aforesaid.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Saint Johns, 19th April, 1899. 1462
[First published, 22nd April, 1899.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J**OSEPH SIMARD, notary
No. 2098. } public, of the city and
district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALBERT BLANCHARD, of the city and district of Montreal, Defendant, to wit :

1. A lot situate in the incorporated village of La Côte de la Visitation, known and designated as being the north east part of lot number one hundred and fifty-four, of the official subdivision of the original lot number one hundred and fifty-three (153-154), of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte de la Visitation, said lot containing twelve feet in front on the Papineau road by one hundred and seventeen feet six inches in depth, the whole english measure ; bounded in front by the Papineau road aforesaid, in rear by a lane, on one side by number one hundred and fifty-five (155) of the said subdivision, and on the other side by the residue of the said lot one hundred and fifty-four (154) of the said official subdivision of number one hundred and fifty-three (153) ; another lot contiguous situate at the same place, known and designated as being the south east part of the lot number one hundred and fifty-five of the official subdivision of the original lot one hundred and fifty-three (153-155), of the official plan and book of reference aforesaid, containing twenty feet in front on the Papineau road, by one hundred and seventeen feet six inches in depth, the whole english measure ; bounded in front by the Papineau road,

cielle du dit lot numéro cent cinquante-trois des dits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro cent cinquante-cinq de la dite subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-trois (153); toutes les dites parties de lots ci-dessus décrites devant être vendues comme une seule exploitation, et avec toutes les bâtisses dessus construites.

2° Un autre terrain situé au même lieu, formant la partie nord-est du lot numéro cent cinquante-six (156) de la subdivision officielle du dit lot originaire cent cinquante-trois (153), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, contenant vingt-huit pieds de front sur le chemin Papineau par cent dix-sept pieds et six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise; borné en front par le chemin Papineau, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot numéro cent cinquante-sept (157) de la dite subdivision, et de l'autre côté par le résidu du dit lot cent cinquante-six (156) de la dite subdivision officielle du dit lot cent cinquante-trois (153)—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 18 avril 1899. 1351
Première publication du 15 avril 1899 est nulle.

[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH GERMANO, clerc-
No. 2837. } notaire, de la cité et du
district de Montréal, Demandeur; contre les terres et
tenements de ROMUALD JARRY, du Sault Saint-
Louis (Caughnawaga), dans le district de Montréal,
Défendeur.

Un emplacement situé dans le village Saint-Laurent; tenant devant, au chemin public, d'un côté au sud à Napoléon Deguise, de l'autre côté à Arthur Gosselin; derrière à Henri Legault, mesurant trente pieds de front sur cent vingt et un pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—ensemble les constructions y élevées; le dit emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, sous partie du lot No. 243.

Pour être vendu en mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 18 avril 1899. 1445

[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HENRY H. SAIT, des cité
No. 1006. } et district de Montréal,
teneur de livres, Demandeur; contre les terres et
tenements de MARGARET MANSFIELD, du
même lieu, fille majeure et usant de ses droits,
Défenderesse.

Un emplacement situé dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, sous le numéro deux cent vingt et un (No 221), contenant quarante-neuf pieds six pouces de largeur sur cent trente et un pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise, formant six mille cinq cent neuf pieds en superficie; borné en front par la rue Chatham—avec les bâtisses sus-érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait

in rear by a lane, on one side by lot number one hundred and fifty-four of the official subdivision of the said lot number one hundred and fifty-three of the said official plan and book of reference, and on the other side by the residue of the said lot number one hundred and fifty-five of the said official subdivision of the lot number one hundred and fifty-three (153); all the said parts of lots hereinabove described to be sold as one simple lot, and with all the buildings thereon erected.

2. Another lot situate at the same place, forming the north east part of the lot number one hundred and fifty-six (156) of the official subdivision of the said original lot one hundred and fifty-three (153), of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Visitation, containing twenty-eight feet in front on the Papineau road by one hundred and seventeen feet six inches in depth, the whole english measure; bounded in front by the Papineau road, in rear by a lane, on one side by lot number one hundred and fifty-seven (157) of the said subdivision, and on the other side by the residue of the said lot one hundred and fifty-six (156) of the said official subdivision of the said lot one hundred and fifty-three (153)—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 18th April, 1899. 1352
First publication of the 15th April, 1899, is null.

[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH GERMANO, nota-
No 2837. } rial student, of the city and
district of Montreal, Plaintiff; against the lands
and tenements of ROMUALD JARRY, of Sault
Saint Louis (Caughnawaga), in the district of Mon-
treal, Defendant.

A lot situate in the village of Saint Laurent; bounded in front by the public road, on one side to the south by Napoléon Deguise, on the other side by Arthur Gosselin; on rear by Henri Legault, measuring thirty feet in front by one hundred and twenty-one feet in depth, english measure, more or less—together with the buildings thereon: said lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, as part of lot No. 243.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 18th April, 1899. 1446

[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B).

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HENRY H. SAIT, of the
No. 1006. } city and district of Mon-
treal, book-keeper, Plaintiff; against the lands and
tenements of MARGARET MANSFIELD, of the
same place, fille majeure et usant de ses droits,
Defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, as lot number two hundred and twenty-one (No. 221), containing forty-nine feet six inches in width by one hundred and thirty-one feet six inches in depth, english measure, forming six thousand five hundred and nine feet in superficies; bounded in front by Chatam street—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which

avoir lieu le sixième jour d'avril (1899), aura lieu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 18 avril 1899. 1443
[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **THE TRUST AND LOAN**
No. 810. **COMPANY OF CANADA**,
a corporation légalement constituée par acte public du Parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A annexée au bref, la propriété de LUDGER COUSINEAU, des cité et district de Montréal, et EDOUARD GOHIER, de la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, commerçants, faisant affaire ensemble en société sous les nom et raison de L. Cousineau et Ed. Gohier, Défendeurs, maintenant en la possession de Thomas Francis Trihey, inspecteur, de Montréal, curateur dument nommé au délaissement fait en cette cause par les dits défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs et maintenant en la possession du dit curateur, l'immeuble suivant, savoir :

1. Une étendue de terre sise et située dans la paroisse de Saint-Laurent, composée : 1° d'une partie du lot numéro deux cent cinquante-un (partie de 251), des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Laurent, mesurant environ un arpent et demi de front sur toute la profondeur du dit lot ; bornée en front par la Côte de Vertu, en arrière par la partie du lot ci-après décrit, au nord-est et au sud-ouest par le dit Ludger Cousineau—avec une maison, granges et autres bâtisses sus érigées.

2° Une partie du lot numéro dix-neuf (partie du No. 19), du dit plan officiel, mesurant environ la même largeur d'un arpent et demi, sur la profondeur s'étendant jusqu'à la partie acquise par Hormisdas Meunier dit Lagacé, qui borne le dit lot de terre en arrière—avec une grange sus érigée, et bornée des deux côtés par le dit Ludger Cousineau, les dites deux parties de terre ne formant qu'une seule propriété mesurant la dite largeur sur quarante arpents de profondeur ou environ, et bornées au nord-est par une autre partie des dits lots numéros deux cent quarante-un et dix-neuf, acquis par le dit Ludger Cousineau de ses frères, Révérend J. B. A. Cousineau et Joseph Cousineau et de son père, et au sud-ouest partie par le lot numéro deux cent quarante-deux et partie par le lot numéro vingt-six, du dit plan officiel, appartenant au dit Ludger Cousineau.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif. Député shérif.
Montréal, 19 avril 1899. 1475
[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **PIERRE GROTHÉ**, comp-
No 1786. **table**, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de LOUIS PAQUETTE, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Chambord, connu et désigné comme subdivision cent soixante et quatre (164), du lot numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—et avec les bâtisses dessus construites.

should have taken place in the sixth day of April (1899), will take place in my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 18th April, 1899. 1444
[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE TRUST AND LOAN**
No. 810. **COMPANY OF CANADA**,
a corporation legally constituted by public act of Parliament, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A" to the writ annexed, the property of LUDGER COUSINEAU, of the city and district of Montreal, and EDOUARD GOHIER, of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, traders, heretofore carrying on business together in copartnership under the name and style of L. Cousineau and Ed. Gohier, Defendants, now in the hands of Thomas Francis Trihey, of Montreal, inspector, curator duly named to the *délaissement* made in this cause by the said defendants.

Seized as belonging to said defendants now in the possession of said curator, the following immovable, to wit :

A piece of land situate in the parish of Saint Laurent, composed : 1. part of lot number two hundred and fifty-one (part of 251), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring about one arpent and a half in front by the whole depth of the said lot ; bounded in front by Côte de Vertu, in rear by the portion of the lot hereafter described, to the north east and to the south west by the said Ludger Cousineau—with a house, barns and other buildings thereon erected.

2. Part of the lot number nineteen (part of No. 19), of the said official plan, measuring about the same with of one arpent and a half, by the depth extending to the part required by Hormisdas Meunier dit Lagacé, who bounds said lot of land in rear—with a barn thereon erected, and bounded on both sides by said Ludger Cousineau, said two parts of land forming but one property measuring the above width by forty arpents in depth or thereabouts, and bounded to the north east by another part of said lots numbers two hundred and forty-one and nineteen, acquired by the said Ludger Cousineau, from his brothers, Reverend J. B. A. Cousineau and Joseph Cousineau and from his father, and to the south west partly by lot number two hundred and forty-two and partly by lot number twenty-six, of said official plan, belonging to said Ludger Cousineau.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 19th April, 1899. 1476
[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : **PIERRE GROTHÉ**, ac-
No. 1786. **countant**, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of LOUIS PAQUETTE, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate in the city of Montreal ; bounded in front by Chambord street, known and designated as subdivision one hundred and sixty-four (164), of lot number six (6), of the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Saint Jean Baptiste—and together with buildings thereon erected.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Chambord, connu et désigné comme subdivision cent soixante et cinq (165), du lot numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—et avec les bâtisses dessus construites.

3° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Chambord, connu et désigné comme subdivision cent soixante et six (166), du lot numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—et avec les bâtisses dessus construites.

4° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Chambord, connu et désigné comme subdivision cent soixante et sept (167), du lot numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—et avec les bâtisses dessus construites.

5° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Chambord, connu et désigné comme subdivision cent soixante et huit (168), du lot numéro six (6), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—et avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 19 avril 1899. 1473
[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THOMAS C. BULMER, No 3104. } de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, gentilhomme, Demandeur ; contre les terres et tenements de DANIEL ARCHIBALD HAGGART, de Charlottenburg, dans le comté de Glengarry, dans la province d'Ontario, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la ville de Westmount ; borné en front par l'avenue Victoria connu et désigné comme subdivision dix-neuf (19), du lot numéro deux cent quinze (No 215), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur par cent trente-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et sans garantie quant à la mesure précise—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 19 avril 1899. 1471
[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *District de Montréal.*

(Duplicata) } CHARLES R. HOSMER, Montréal, à savoir : } gérant, JOHN A. PILLOW, No 1791. } LOW, manufacturier, et JAMES BELL, médecin, tous des cités et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu John J. Arnton, en son vivant gentilhomme, du même lieu, Demandeurs ; contre les terres et tenements de DAME HANNAH JANE MILLS, des cités et district de Montréal, veuve de feu Nathaniel Stevens Whitney, en son vivant du même lieu, Défenderesse.

Ce morceau de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, et formant partie du coin est de la rue Prince Arthur et Avenue Oxenden, le dit morceau de terre étant parties des lots de subdivision numéros trois et deux, sur le

2. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Chambord street, known and designated as subdivision one hundred and sixty-five (165), of lot number six (6), of the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—and together with buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Chambord street, known and designated as subdivision one hundred and sixty-six (166), of lot number six (6), of the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—and together with buildings thereon erected.

4. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Chambord street, known and designated as subdivision one hundred and sixty-seven (167), of lot number six (6), of the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—and together with buildings thereon erected.

5. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Chambord street, known and designated as subdivision one hundred and sixty-eight (168), of lot number six (6), of the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—and together with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TWO of the clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
Montréal, 19th April, 1899. 1474
[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THOMAS C. BULMER, of No. 3104. } the town of Westmount, in the district of Montreal, gentleman, Plaintiff ; against the lands and tenements of DANIEL ARCHIBALD HAGGART, of Charlottenburg, in the county of Glengarry, in the province of Ontario, Defendant.

A lot of land situate in the town of Westmount ; bounded in front by Victoria avenue, known and designated as subdivision nineteen (19), of lot number two hundred and fifteen (No. 215), of the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred and thirty-five feet in depth, english measure, more or less, and without guarantee as to the precise measurement—together with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 19th April, 1899. 1472
[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *District of Montreal.*

(Duplicata) } CHARLES R. HOSMER, Montréal to wit : } manager, JOHN A. PILLOW, No 1791. } LOW, manufacturer, and JAMES BELL, physician, all of the city and district of Montreal, in their quality of executors and under the will of the late John J. Arnton, in his lifetime gentleman, of the same place, Plaintiffs ; against the lands and tenements of DAME HANNAH JANE MILLS, of the city and district of Montreal, widow of the late Nathaniel Stevens Whitney, in his lifetime of the same place, Defendant.

That certain piece or parcel of land situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, and forming the east corner of Prince Arthur street and Oxenden Avenue, said parcel of land being parts of subdivision lots numbers three and two, on the offi-

plan officiel de subdivision fait et déposé du lot officiel numéro mille huit cent vingt-deux (1822-parties 3 et 2), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, les dites parties de lots étant contigus et formant un lot de terre borné comme suit : en front au sud-est par la rue Prince Arthur, du côté sud-ouest par l'Avenue Oxenden, et en arrière et du côté nord-est par les parties restantes des dits lots de subdivision trois et deux du dit lot officiel numéro mille huit cent vingt-deux (3 et 2 de 1822), le dit lot de terre mesurant quatre-vingt-deux (82) pieds six (6) pouces de largeur sur la rue Prince Arthur sur cent douze (112) pieds de profondeur sur l'Avenue Oxenden, et contenant une superficie de neuf mille trois cent quarante (9340) pieds carrés, mesure anglaise—avec les deux maisons séparées par moitié et autres bâtisses érigées sur la dite propriété, les dites maisons connues sous les numéros civiques 315 et 317 sur la dite rue Prince Arthur, le tout tel qu'il apparaît sur le plan d'icelui fait par J. P. Casgrain, A. P., et annexé à un acte d'emprunt des dits demandeurs, *ès-qualité* au dit défendeur, passé devant W. H. Cox, notaire public, le deuxième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, à Montréal, et dûment enregistré au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Montréal Ouest, dans le registre B, vol. 240, page 217, le quatrième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, sous le numéro cent vingt-neuf mille six cent quatre-vingt-neuf, la partie ainsi saisie désignée sous les lettres A, B, C, D, et identifiée par les signatures des parties dans cette cause.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, qui a eue lieu le seizième jour de juin dernier (1898), aura lieu de nouveau à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de MAI courant, à DIX heures de l'avant-midi.

La dite propriété pour être vendue pour folle enchère aux frais et charges de George W. Parent, et il est ordonné que le dit George W. Parent soit tenu responsable par tous les moyens légaux, y compris l'emprisonnement civil, pour compléter, si nécessaire, la somme de (\$15,051), avec intérêt depuis le vingtième jour de juin dernier (1898), et tous frais encourus par son défaut de payer le prix d'achat, et les frais de la vente de nouveau, y compris les frais des présentes ; un dépôt d'une somme d'argent égale aux frais sera requise de chaque enchérisseur au temps de sa première enchère.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 29 mars 1899. 1229-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THEODORE SHUTE, des
No 57. } cité et district de Montréal, comptable, Demandeur ; contre les terres et tenements de EDOUARD L. DE BELLEFEUILLE, du même lieu, écuyer, avocat et conseil de la Reine, en sa qualité de curateur dûment nommé à la personne et aux biens de Edouard de Bellefeuille Macdonald, un interdit, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Edouard L. de Bellefeuille, *ès-qualité*, l'immeuble suivant, à savoir :

1° Le cinquième indivis de deux lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros mille soixante et seize et mille soixante et dix-sept (1076 et 1077), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine ; bornés comme suit : le lot numéro mille soixante et seize (1076), faisant l'encoignure de la côte du Beaver Hall et de la rue des Jurés, et le lot numéro mille soixante et dix-sept (1077) ; borné en front par la côte du Beaver Hall ; à déduire des susdits deux lots la portion vendue à Timothy Starr par

civil subdivision plan made and filed of official lot number one thousand eight hundred and twenty-two (1822 pts. 3 and 2), on the official plan and book of reference of said Saint Antoine ward, said portions of lots being contiguous and forming one block of land bounded as follows : in front to the south east by Prince Arthur street, on the south west side by Oxenden Avenue, and in rear and on the north east side by the remaining portions of said subdivision lots three and two of said official lot number one thousand eight hundred and twenty-two (3 and 2 of 1822), said block of land measuring eighty-two (82) feet six (6) inches in width on Prince Arthur street by one hundred and twelve (112) feet in depth on Oxenden Avenue, and containing a superficial area of nine thousand three hundred and forty (9340) square feet, english measure—with the two semi detached dwelling houses and outbuildings erected on said property, said houses known as civil numbers 315 and 317 on said Prince Arthur street, the whole as shown on the plan thereof made by J. P. Casgrain, P. L. S., and annexed to a deed of loan from said plaintiffs, *es-qualité* to said defendant, passed before W. H. Cox, notary public, on the second day of June, one thousand eight hundred and ninety-seven, at Montreal, and duly registered in the registry office for the registration division of Montreal West, in Reg. B, vol. 240, page 217, on the fourth of June, one thousand eight hundred and ninety-seven, under the number one hundred and twenty-nine thousand six hundred and eighty-nine, the portion so seized contained with in the letters A, B, C, D, and identified by the signatures of the parties in this cause.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, which took place on the sixteenth day of June last (1898), will take place again at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of MAY instant, at TEN o'clock in the forenoon.

The said property to be sold for false bidding at the costs and charges of George W. Parent, and it is ordered that the said George W. Parent be held liable by all legal means, including civil imprisonment to complete, if necessary, the sum of (\$15,051), with interest thereon from the twentieth day of June last (1898), and all subsequent costs incurred by his default of paying the purchase price, and the costs of the resale including costs of these presents ; a deposit of a sum of money equal to the costs will be required from each bidder at the time of his first bid.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 29th March, 1899. 1230
[First published, 8th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THEODORE SHUTE, of
No. 57. } the city and district of Montreal, accountant, Plaintiff : against the lands and tenements of EDOUARD L. DE BELLEFEUILLE, of the same place, esquire, advocate and Queen's counsel, in his quality of curator duly named and appointed to the person and property of Edouard de Bellefeuille Macdonald, an interdict of the said city of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said Edouard L. de Bellefeuille, *ès-qualité*, the following immovable, to wit :

1. The undivided one fifth of two lots of land situate and being in the city of Montreal, known and designated as numbers one thousand and seventy-six and one thousand and seventy-seven (1076 and 1077), of the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward ; bounded as follows : lot number one thousand and seventy-six (1076), forming the corner of Beaver Hall Hill, and of Jurors street, and lot number one thousand and seventy-seven (1077) ; bounded in front by Beaver Hall Hill ; reserving from the said two lots the

acte de vente passée devant L. N. Dumouchel, notaire, le six, novembre 1877—avec les bâtisses dessus construites, et les susdits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

2° Le cinquième indivis d'un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné comme partie du lot numéro mille soixante et quatorze (1074), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine et borné comme suit : en front par la rue Lagauchetière, au nord-est par le lot officiel numéro mille soixante et treize (1073), au nord-ouest par une partie du lot officiel numéro mille soixante et quatorze (1074), appartenant à feu Duncan Macdonald, en arrière partie par le dit lot officiel faisant front sur la rue des Jurés, et appartenant à Madame Duncan Macdonald, et partie par le dit lot officiel numéro mille soixante et treize (1073), contenant quatre-vingt-dix-neuf pieds de largeur par soixante et deux pieds de profondeur, mesure française—et avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 28 mars 1899. 1185-2
[Première publication, 1er avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME EMELIE COX, des
No 1272. } Cité et district de Québec,
épouse séparée de biens de Charles Ernest Levey, du même lieu, gentilhomme, et ce dernier dans le but d'autoriser sa dite épouse, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAMIEN LECALAVALIER, de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Laurent, connu et désigné comme partie du lot No 452, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant 51 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, plus ou moins, une profondeur à être distraite depuis le chemin public jusqu'à et y compris un mur en arrière du dit lot et borné comme suit : en front par le chemin public, en arrière par la terre appartenant ci-devant au dit Damien Lecavalier, d'un côté par la rue Saint-François-Xavier, de l'autre côté par la terre de Cyrille Major—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné comme partie du lot No 452, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant 56 pieds de front sur 101 pieds de profondeur ; borné en front par la rue Saint-François-Xavier, en arrière par la terre d'un nommé Clovis St. Jean, d'un côté par le lot ci-dessus décrit, et de l'autre côté par un lot ci-après décrit—avec les bâtisses sus-érigées.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné comme faisant partie du lot No 452, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant 56 pieds de front sur 104 pieds de profondeur ; borné en front par la rue Saint-François-Xavier, en arrière par la propriété du dit Clovis St. Jean, d'un côté par le lot en deuxième lieu ci-dessus décrit, et de l'autre côté par la terre appartenant ci-devant à F. X. Lecavalier—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 28 mars 1899. 1187-2
[Première publication, 1er avril 1899.]

portion sold to Timothy Starr by deed of sale passed before L. N. Dumouchel, notary, on the sixth of November, 1877—with the buildings thereon erected, and the said two lots forming only one and the same plot of ground.

2. The undivided one fifth of another lot of land situate and being at the same place, known and designated as part of lot number one thousand and seventy-four (1074), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, and bounded as follows : in front by Lagauchetière street, on the north east by the official lot number one thousand and seventy-three (1073), on the north west by a part of the official lot number one thousand and seventy-four (1074), belonging to the late Duncan Macdonald, in rear partly by the said official lot fronting on Jurors street, and belonging to Mrs. Duncan Macdonald, and partly by the said official lot number one thousand and seventy-three (1073), containing ninety-nine feet in width by sixty-two feet in depth, french measure— and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 28th March, 1899. 1186
[First published, 1st April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME EMELIE COX, of
No. 1272. } the city and district of
Quebec, wife separate as to property of Charles Ernest Levey, of the same place, gentleman, and the latter for the purpose of authorizing his said wife, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAMIEN LECALAVALIER, of Saint Laurent, in the district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land situate in the town of Saint Laurent, known and designated as a part of lot No. 452, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing 51 feet in front by 100 feet in depth, more or less, a depth to be taken from the public road to and including a wall in the rear of said lot and bounded as follows : in front by the public road, in rear by the land formerly owned by the said Damien Lecavalier, on one side by Saint François Xavier street, on the other side by the land owned by Cyrille Major—with the buildings thereon erected.

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated as part of lot No. 452, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing 56 feet in front by 101 feet in depth ; bounded in front by Saint François Xavier street, in rear by the land of one Clovis St. Jean, on one side by the lot above described, and on the other side by the lot described hereinafter—with the buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate at the same place, known and designated as forming part of lot No. 452, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing 56 feet in front by 104 feet in depth ; bounded in front by Saint François Xavier street, in rear by the property of the said Clovis St. Jean, on one side by the lot secondly above described, and on the other side by the land formerly owned by F. X. Lecavalier—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at TWO of the clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 28th March, 1899. 1188
[First published, 1st April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DAME ANGELINE RACI-**
 No 2124. } **COT**, de la cité et du
 district de Montréal, veuve de Arthur Dubuc, en son
 vivant entrepreneur, du même lieu, tant en sa qualité
 de légataire à titre particulier des biens de la succes-
 sion du dit Arthur Dubuc, que comme exécutrice
 testamentaire conjointe des biens de la dite succes-
 sion, et **EDOUARD BOLTE**, teneur de livres du
 même lieu, en sa qualité d'exécuteur testamentaire
 et administrateur conjoint avec la dite Dame Ange-
 line Racicot des biens de la succession du dit Arthur
 Dubuc, Demandeurs ; contre les terres et tenements
 de **DAME MELINA BOURGOUIN**, de la cité et
 du district de Montréal, veuve de feu Joseph
 Cadotte, en son vivant commis-marchand, du même
 lieu, Défenderesse.

Un certain terrain—avec une maison en bois "cot-
 tage" et autres bâties y érigées, situé à l'endroit
 appelé Valoisville, en la paroisse de Saint-Joachim
 de la Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, dis-
 trict de Montréal ; borné en front par le chemin
 public, et composé de deux lots de terre, connus et
 désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de
 la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-
 Claire, sous la lettre A, de la subdivision officielle de
 partie du lot primitif numéro cinquante-neuf, et sous
 le numéro un, de la subdivision officielle du lot pri-
 mitif numéro soixante.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
 Montréal, le QUATRIEME jour de MAI prochain,
 à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rap-
 portable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Shérif.
 Montréal, 28 mars 1899. 1181-2
 [Première publication, 1er avril 1899.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES ALFRED SYL-**
 No 63. } **VESTRE**, curateur, à ce
 dûment autorisé sous l'article 879, du code de pro-
 cédure civile, comme curateur aux biens de **CA-**
LIXTE L. LETANG ET AL., Insolvents.

Saisi comme appartenant à Calixte L. Letang, l'un
 des dits faillis, l'immeuble suivant, savoir :

Un certain immeuble situé en la cité de Montréal,
 dans le quartier Saint-Louis, faisant front sur la rue
 Drolet, connu et désigné comme étant les lots de
 subdivision cent quatre, cent cinq, cent six et cent
 sept (104, 105, 106 et 107), et la partie nord-ouest
 de la subdivision numéro cent trois (103), du dit
 lot numéro neuf cent deux (902), des plan et livre
 de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis—avec
 les bâties dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
 Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain,
 à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rap-
 portable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 28 mars 1899. 1183-2
 [Première publication, 1er avril 1899.]

Vendus par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
 les TERRES et HERITAGES sous-mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **PIERRE POTVIN**, du can-
 No 20. } **ton d'Eardley**, dans le dis-
 trict d'Ottawa, journalier, Demandeur ; contre les

FIERI FACIAS DE TERRIS*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME ANGELINE RACI-**
 No. 2124. } **COT**, of the city and dis-
 trict of Montreal, widow of Arthur Dubuc, in his
 lifetime contractor, of the same place, as well in her
 quality of legatee by particular title of the property
 of the estate of the said Arthur Dubuc, as joint
 testamentary executrix of the property of the said
 estate, and **EDOUARD BOLTE**, book-keeper, of
 the same place, in his quality of joint testamentary
 executor and administrator with the said Dame
 Angeline Racicot, of the property of the estate of
 the said Arthur Dubuc. Plaintiffs ; against the lands
 and tenements of **DAME MELINA BOURGOUIN**,
 of the city and district of Montreal, widow of the late
 Joseph Cadotte, in his lifetime merchant's clerk, of
 the same place, Defendant.

A certain lot—with a wooden house (cottage) and
 other buildings thereon erected, situate at the place
 called Valoisville, in the parish of Saint Joachim
 de la Pointe Claire, county of Jacques Cartier,
 district of Montreal ; bounded in front by the
 public road, and made up of two lots of land known
 and designated on the official plan and book of
 reference of the said parish of Saint Joachim de la
 Pointe Claire, as letter A, of the official sub-
 division of part of the primitive lot number fifty-
 nine, and as number one, of the official subdivision
 of the primitive lot number sixty.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN
 of the clock in the forenoon. Said writ returnable
 according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, 28th March, 1899. 1182
 [First published, 1st April, 1899.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES ALFRED SYL-**
 No. 63. } **VESTRE**, curator, duly
 authorized hereunto under article 879 of the code
 of civil procedure, as curator to the estate of **CA-**
LIXTE L. LETANG ET AL., Insolvents.

Seized as belonging to Calixte L. Letang, one of
 the said insolvents, the following immovable, to wit :

A certain lot situate in the city of Montreal, in
 Saint Louis ward, fronting on Drolet street, known
 and designated as being subdivision lots numbers
 one hundred and four, one hundred and five, one
 hundred and six and one hundred and seven (104,
 105, 106, 107), and the north west part of subdivi-
 sion number one hundred and three (103), of lot
 number nine hundred and two (902), of the official
 plan and book of reference of the said Saint Louis
 ward—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock
 in the forenoon. Said writ returnable according to
 law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, 28th March, 1899. 1184
 [First published, 1st April, 1899.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned LANDS and TENEMENTS
 have been seized, and will be sold at the respective
 time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **PIERRE POTVIN**, of the
 No. 20. } **township of Eardley**, in
 the district of Ottawa, laborer, Plaintiff ; against

terres et tenements de DAME ANGELE VAILLANT, ci-devant du canton d'Eardley, mais actuellement dans le canton de Masham, dans le district d'Ottawa, veuve de feu Elias alias Leos Boyer, en son vivant cultivateur, du canton d'Eardley, Défendeur, à savoir :

1° Tout ce lot ou morceau de terre composé de la moitié ouest du lot numéro dix-neuf B (19 B), du huitième rang du dit township d'Eardley, d'après le plan officiel et le livre de renvoi du dit canton, le dit morceau de terre contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins ; borné vers le sud par le lot numéro dix-neuf du septième rang, vers le nord par le lot numéro dix-neuf C du neuvième rang, vers l'ouest par les lots numéro vingt A et vingt B, tous deux du dit huitième rang, et vers l'est par l'autre moitié du dit lot numéro dix-neuf B, propriété de Benjamin Poirier—avec une maison et autres bâties dessus construites,

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 19 avril 1899. [Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **PIERRE ANDRE POULIOT**, de la ville de Buckingham, district d'Ottawa, charpentier, Demandeur ; contre **JOSIAS D. E. SICARD**, médecin et chirurgien du même lieu, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit demandeur Pierre André Pouliot, à savoir :

Un certain morceau ou certaine parcelle de terre situé et étant dans la ville de Buckingham, district d'Ottawa, ayant front sur la rue Denis, de cinquante-huit pieds sur environ cent vingt pieds de profondeur, étant et comprenant treize pieds de la partie ouest du lot cadastral numéro deux cent soixante-quatorze, et quarante-cinq pieds de la partie est du lot cadastral numéro deux cent soixante et quinze, suivant le plan et le livre de renvoi officiels du ci-devant village, et maintenant ville de Buckingham—avec deux logements érigés sur la partie ouest du dit lot, aussi avec le droit de passage actuellement existant à l'ouest des dits logements.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 19 avril 1899. [Première publication, 22 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **LOUIS LEMIEUX**, de la paroisse de Saint-Lambert, commerçant ; contre **OLIVIER ROY**, de la paroisse de Saint-Lambert, à savoir :

Le lot No. 412 (quatre cent douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lambert, étant une terre située rang Belvéze—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE

the lands and tenements of DAME ANGELE VAILLANT, formerly of the township of Eardley, but now in the township of Masham, in the district of Ottawa, widow of the late Elias alias Leos Boyer, in his lifetime farmer, of the said township of Eardley, Defendant, to wit :

1. All that lot or piece of land, being the west half of lot number nineteen B (19 B), in the eighth range of the said township of Eardley, according to the official plan and book of reference of the said township, the said piece of land containing fifty acres in superficies, more or less ; bounded in the south by lot number nineteen in the seventh range, to the north by lot number nineteen C in the ninth range to the west by the lots numbers twenty A and twenty B, both of the said eighth range, and to the east by the other half of said lot number nineteen B, the property of Benjamin Poirier—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 19th April, 1899. [First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **PIERRE ANDRE POULIOT**, of the town of Buckingham, district of Ottawa, carpenter, Plaintiff ; against **JOSIAS D. E. SICARD**, physician, of the same place, Defendant.

Seized as belonging to the said plaintiff Pierre André Pouliot, to wit :

A certain piece or parcel of land situate and lying in the town of Buckingham, district of Ottawa, fronting Denis street, of fifty-eight feet by about one hundred and twenty feet in depth, being and comprising thirteen feet of the west part of cadastral lot number two hundred and seventy-four, and forty-five feet of the east part of cadastral lot number two hundred and seventy-five, according to the plan and book of reference of the former village, now the town of Buckingham,—with the two western tenements erected on said lot, also with the right of way actually existing on the west side of said tenements.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire de Nazianze of Buckingham, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 19th April, 1899. [First published, 22nd April, 1899.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec, to wit : } **LOUIS LEMIEUX**, of the parish of Saint-Lambert, trader ; against **OLIVIER ROY**, of the parish of Saint-Lambert, to wit :

Lot No. 412 (four hundred and twelve), of the official cadastre of the parish of Saint-Lambert, being a land situate in the range Belvéze—with the buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Lambert, county of Lévis, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock

heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 avril 1899. 1481
[Première publication, 22 avril 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC ;**
No 856. } contre **JOSEPH PELLE-**
TIER, des cité et district de Québec, cordonnier, à
savoir :

Le lot No 3847 (trois mil huit cent quarante-sept), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un lot de terrain situé rue Prevost—avec bâtisses ; sujet à une rente foncière de trois piastres payable aux Ursulines de Québec, le premier de mai chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 13 avril 1899. 1383-2
[Première publication, 15 avril 1899.]

FIERI FACIAS

Québec à savoir : } **JEREMIE PENISSON**, de
No 2316. } Saint-Ambroise de la Jeune
Lorette, cultivateur ; contre **PIERRE SAVARD**,
de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, à savoir :

1° Le lot No 508 (cinq cent huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre située en la 1ère concession Saint-Claude.

2° La moitié ouest du lot No 13 (treize), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre située en la 5me concession Bélair ; bornée au nord au bout de la dite concession, au sud au front de la dite concession, au sud-ouest à Joseph Savard, et au nord-est à Cyrille Savard.

3° La moitié ouest du lot No 252 (deux cent cinquante-deux), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre située dans la concession Sainte-Geneviève ; bornée au nord par le chemin public, au sud par Théophile Dufresne, au sud-ouest par Jean Savard, et au nord-est par Cyrille Savard—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 6 avril 1899. 1293-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC,**
No. 1617 } contre **LOUIS GUI-**
MONT, des cité et district de Québec, cordonnier,
à savoir :

Le lot No. 1393 (mille trois cent quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Saint-Jérôme, avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 6 avril 1899. 1291-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 20th April, 1899. 1482
[First published, 22nd April, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ;**
No. 856. } against **JOSEPH PELLE-**
TIER, of the city and district of Québec, shoemaker,
to wit :

Lot No. 3847 (three thousand eight hundred and forty-seven), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot situate on Prevost street—with buildings ; subject to a ground rent of three dollars payable to the Ursulines of Québec, on the first day of May of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the NINETEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 13th April, 1899. 1384
[First published, 15th April, 1899.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } **JEREMIE PENISSON**, of
No. 2316 } Saint Ambroise de la
Jeune Lorette, farmer ; against **PIERRE SAVARD**, of
Saint Ambroise de la Jeune Lorette, to wit :

1. Lot No. 508 (five hundred and eight), of the official cadastre of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec, being a land situate in the 1st concession Saint Claude.

2. The west half of lot No. 13 (thirteen), of the official cadastre of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec, being a land situate in the 5th Bélair concession ; bounded on the north by the end of the said concession, on the south by the front of the said concession, on the south west by Joseph Savard, and on the north east by Cyrille Savard.

3. The west half of lot No. 252 (two hundred and fifty-two), of the official cadastre of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec, being a land situate in Sainte Geneviève concession ; bounded on the north by the public road, on the south by Théophile Dufresne, on the south west by Jean Savard, and on the north east by Cyrille Savard—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 6th April, 1899. 1294
[First published, 8th April, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ;**
No. 1617. } against **LOUIS GUIMONT**,
of the city and district of Québec, shoemaker, to
wit :

Lot No. 1393 (one thousand three hundred and ninety-three), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being a lot of land situate on Saint Jérôme street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 6th April, 1899. 1292
[First published, 8th April, 1899.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS**
Cour Supérieure

Rimouski, à savoir : **D**ANS l'affaire de **SAMUEL ALLARD**, marchand, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, Failli ; et **J. HAMEL & CIE**, de la cité de Québec, marchands, Requérants, et **MM. PARADIS & JOBIN**, curateurs conjoints à la dite faillite, de la cité de Québec.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu au bureau du shérif, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le douzième jour de janvier dernier (1899), à dix heures de l'avant-midi, aura lieu aux mêmes endroit et heure, le **TROISIEME** jour de **MAI** prochain (1899).

L. N. ASSELIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 11 avril 1899. 1407-2
[Première publication, 15 avril 1899.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**
Cour Supérieure.

Rimouski, à savoir : **D**ANS l'affaire de **SAMUEL ALLARD**, marchand, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, Failli ; et **J. HAMEL & CIE**, de la cité de Québec, marchands, requérants, et **MM. Paradis & Jobin**, curateurs conjoints à la dite faillite, de la cité de Québec.

Un emplacement, étant un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Germain de Rimouski, sous le numéro deux cent cinquante-huit (258)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le **TROISIEME** jour de **MAI** prochain (1899), à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 28 mars 1899. 1197-2
[Première publication, 1er avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Siégeant à Saint-Jérôme de Matane.

Province de Québec. } **MICHEL DESROSIERS**, de la paroisse
District de Rimouski. } de Saint-Jérôme de Matane,
No 390. } dans le comté de Rimouski, forgeron, Demandeur ;
contre **ISRAËL DESROSIERS**, ci-devant cultivateur, du même lieu, maintenant absent de la province de Québec, Défendeur, savoir :

1° Une terre située en le troisième rang de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, contenant deux arpents de front sur quarante de profondeur environ, portant le numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Jérôme de Matane—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située au quatrième rang de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, de deux arpents de front sur environ quarante de profondeur, étant le numéro six cent soixante et onze (671), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Jérôme de Matane—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, le **QUA-**

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

**CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.**
Superior Court.

Rimouski, to wit : **I**N the matter of **SAMUEL ALLARD**, merchant, of the town of Saint Germain de Rimouski, Insolvent ; and **J. HAMEL & CO.**, of the city of Quebec, merchants, Petitioners, and Messrs. **PARADIS & JOBIN**, joint curators to the said insolvent estate, of the city of Quebec.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which should have taken place in the sheriff's office, in the town of Saint Germain de Rimouski, on the twelfth day of January last (1899), at ten of the clock in the forenoon, will take place at the same place and hour, on the **THIRD** day of **MAY** next (1899).

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 11th April, 1899. 1408
[First published, 15th April, 1899.]

**CURATOR'S WARRANT
FACIAS DE TERRIS**
Superior Court.

Rimouski, to wit : **I**N the matter of **SAMUEL ALLARD**, merchant, of the town of Saint Germain de Rimouski, Insolvent ; and **J. HAMEL & Co.**, of the city of Quebec, merchants, petitioners, and Messrs. **Paradis & Jobin**, joint curators to the said insolvent estate, of the city of Quebec.

A lot being the lot known and designated on the official plan and book of reference of the town of Saint Germain de Rimouski, as number two hundred and fifty-eight (258)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Saint-Germain de Rimouski, on the **THIRD** day of **MAY** next (1899), at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 28th March, 1899. 1198
[First published, 1st April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—Sitting at Saint Jérôme de Matane.

Province of Quebec, } **MICHEL DESROSIERS**, of the parish of Saint
District of Rimouski. } Jérôme de Matane, in the
No. 390. } county of Rimouski, blacksmith, Plaintiff ; against
ISRAËL DESROSIERS, formerly farmer, of the same place, and now absent from the province of Quebec, Defendant, to wit :

1. A land situate in the third range of the parish of Saint Jérôme de Matane, containing two arpents in front by about forty arpents in depth, bearing the number four hundred and eighty-eight (488), of the cadastre of the said parish of Saint Jérôme de Matane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° Another land situate in the fourth range of the parish of Saint Jérôme de Matane, containing two arpents in front by about forty in depth, bearing the number six hundred and seventy-one (671), of the cadastre of the said parish of Saint Jérôme de Matane—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme de Matane, on the **FOURTH** day of

TRIÈME jour de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALFRED MARTIN,

Bureau du Shérif, Rimouski, 28 mars 1899.
Député Shérif. 1195-2
[Première publication, 1er avril 1899.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront venus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No. 146. } **THE THOS DAVID-SON MANUFACTURING COMPANY, LIMITED, Demandeur ;**
contre L. O. DEMERS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-George, comté de Bagot, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Liboire, sous les numéros trois cent quatre-vingt-quinze et trois cent quatre-vingt-seize, (Nos. 395 & 396)—avec les bâtisses, le tout ne formant qu'une seule exploitation.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le TRENTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 19 avril 1899. Shérif. 1457
[Première publication, 22 avril 1899.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du 6 novembre 1874, pour Ripon et Hartwell, comté d'Ottawa, et de nommer par commission en date du 18 avril 1899, MM. Joseph Joubert, Dorcineau Desjardins, Narcisse Fortier, Pierre Sabourin, Avilla Sabourin, Louis Nérée Bourcier, et Dr. Albert Aubry, commissaires de la dite cour de Ripon.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 27 juin 1887, pour la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, et de nommer par commission en date du 18 avril 1899, MM. Auguste Meunier, Colbert Ducharme, Damase Bienvenu, Joseph L'Heureux et Alfred Chicoine, commissaires de la dite cour.

1503

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, par une résolution des actionnaires de la Quebec Street Railway Coy, adoptée à une assemblée générale spéciale, tenue le 20 avril 1899, il a été décidé de liquider et dissoudre la compagnie, et Francis T. Boomer a été nommé liquidateur.

Québec, 21 avril 1899.

1501

MAY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFRED MARTIN,

Sheriff's Office, Rimouski, 28th March, 1899. Deputy-Sheriff. 1196
[First published, 1st April, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Canada, Province of Québec, District of St-Hyacinth, No. 146. } **THE THOS DAVID-SON MANUFACTURING COMPANY, LIMITED, Plaintiff ;**
against L. O. DEMERS, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Liboire, on range Saint George, Bagot county, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Liboire, as lot numbers three hundred and ninety-five and three hundred and ninety-six, (Nos 395 & 396)—with the buildings, the whole carried on as one farm.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Liboire, on the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 19th April, 1899. Sheriff. 1458
[First published, 22nd April, 1899.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 6th of November, 1874, for Ripon and Hartwell, county of Ottawa, and to appoint by commission dated the 18th of April, 1899, Messrs. Joseph Joubert, Dorcineau Desjardins, Narcisse Fortier, Pierre Sabourin, Avilla Sabourin, Louis Nérée Bourcier, and Dr. Albert Aubry, commissioners of the said court of Ripon.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 27th day of June, 1887, for the parish of Saint Liboire, in the county of Bagot, and by a commission dated the 18th of April, 1899, to appoint Messrs. Auguste Meunier, Colbert Ducharme, Damase Bienvenu, Joseph L'Heureux and Alfred Chicoine, commissioners of the said court.

1504

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, by a resolution of the shareholders of the Quebec Street Railway Coy, passed at a general special meeting, held on the 20th April, 1899, it was resolved to liquidate and dissolve the company, and Francis T. Boomer was named liquidator.

Quebec, 21st April, 1899.

1502

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE GASPÉ No 1.

Avis public est donné que, par arrêté en conseil du 29 mars 1899, le lieutenant-gouverneur a approuvé la résolution adoptée par le conseil du comté de Gaspé No 1, le 8 du même mois, annexant les rangs A et B du canton de Fox, à la municipalité de l'Anse-aux-Griffons.

WILLIAM FLYNN,

Secr. tréas., Gaspé No 1.
1329

Percé, 4 avril 1899.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
M. Barsalone, Demandeur ;

vs.

H. Brissette & Fils, voituriers, de Berthier Junction, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 13e jour d'avril 1899, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis, qui ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,

Nos 1598 et 1608, rue Notre-Dame. Curateur.
Montréal, 17 avril 1899. 1491

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
J. C. Rousseau & Cie, Requérents cession ;

et

Narcisse Grenier, Cédant.

Avis est par le présent donné que Narcisse Grenier, hôtelier, de Grand'Mère, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 17ième jour d'avril 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

L. A. CARON,

Gardien provisoire.

Bureau de Gagnon & Caron,
41, Bâtisse des tramways, Montreal.
Montréal, 20 avril 1899. 1493

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
The Hanover Woollen Mills Co., Requérent-Cession ;

&

Joseph Raoul Coté, (The Montreal Novelty Co.) Cédant.

Avis est par le présent donné que Joseph Raoul Coté, marchand, de Louiseville, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 13ième jour d'avril 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

L. A. CARON,

Gardien provisoire.

Bureau de Gagnon & Caron,
Comptables et curateurs,
41, Bâtisse des tramways, Montréal.
Montréal, 20 avril 1899. 1495

MUNICIPALITY OF COUNTY OF GASPÉ No. 1.

Public notice is given that, by an order in council of the 29th March, 1899, the lieutenant governor has confirmed the resolution of the county of Gaspé No. 1, passed on the 8th of same month, annexing the ranges A and B of the township of Fox, to the municipality of l'Anse-aux-Griffons.

WILLIAM FLYNN,

Secr. treas., Gaspé No. 1.
1330

Percé, 4th April, 1899.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
M. Barsalone, Plaintiff ;

vs.

H. Brissette & Fils, carriage-makers, of Berthier Junction, Defendants.

Notice is hereby given that, on the 13th day of April, 1899, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,

1598 and 1608, Notre Dame street. Curator.
Montreal, 17th April, 1899. 1492

Province of Quebec, }
District of Three-Rivers. } *Superior Court.*
J. C. Rousseau & Co, Petitioners for assignment ;

and

Narcisse Grenier, Assigning debtor.

Notice is hereby given that Narcisse Grenier, hotel-keeper, of Grand'Mère, has, the 17th day of April, 1899, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three-Rivers, according to law.

L. A. CARON,

Provisional guardian.

Office of Gagnon & Caron,
41, Street Railway Building, Montreal,
Montreal, 20th April, 1899. 1494

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*
The Hanover Woollen Mills Co., Petitioner for assignment ;

&

Joseph Raoul Coté, (The Montreal Novelty Co.) Assigning Debtor.

Notice is hereby given that Joseph Raoul Coté, merchant, of Louiseville, has, the 13th day of April, 1899, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three-Rivers, according to law.

L. A. CARON,

Provisional guardian.

Office of Gagnon & Caron,
Accountants & curators,
41, Street Railway building, Montreal.
Montreal, 20th April, 1899. 1495

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 16

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :— Demande d' :—
"Haut de la Petite Côte" à la paroisse de
Sainte-Rose, 869 ; Hébertville à divers lots de
Saint-Bruno, 869.

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :— Divers lots de
Saint-Michel d'Yamaska à Saint-Michel No 5,
870 ; Rangs A et B du canton Fox à la mu-
nicipalité de l'Anse-aux-Griffons, 896.

ANNONCEURS :— Avis aux :— Concernant avis,
etc., 865.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :— Avis au sujet des :— Assem-
blée législative, 872 ; Conseil législatif, 870.

CERCLE AGRICOLE FORMÉ :— Mission N. D. de la
Fourvière, 869.

**COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DES BASSES LAUREN-
TIDES :—** Assemblée générale spéciale des ac-
tionnaires, 881.

EXAMENS :— Candidats pour licence de mesureur de
bois, 870.

FAILLIS :— Brissette & fils, 896 ; Costigan, 883 ;
Côté, 896 ; Cusson, 883 ; Fontaine, 882 ;
Geoffrion, 882 ; Grenier, 896 ; Lacas, 883 ;
Senécal & fils, 882 ; Vézina, 882.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :— La Société
anonyme de Honfleur sur Péribonka, 877 ;
Quebec Mining Coy, 878 ; The Canadian Rand
drill Coy, 879 ; The Mount Royal Club, 881 ;
The Provident Trust and investment Coy, 880 ;
The Real Estate Investment Coy, 878 ; The
Rock City Tobacco Coy, 880 ; The Wm Ruther-
ford & Sons Coy, 879.

LIQUIDATIONS :— La Fonderie de Drummondville,
869 ; Quebec Street Railway Coy, 895.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—
Victor Morin, 870.

MUNICIPALITÉ ÉRIGÉE :— Demande de :— Asbestos,
870.

NOMINATIONS :— Commissaires d'écoles :— Laval, 865 ;
Richmond, 866.

Conseillers municipaux :— Templeton East, 865.

Cour des Commissaires :— Paroisse Saint-Liboire,
895 ; Ripon et Hartwell, 895.

PROCLAMATIONS :— Convocation des Chambres *pro*
forma, 867 ; Partie de la paroisse Saint-Damase
annexée à Saint-Moise, 866.

SÉPARATIONS DE BIENS :— Dmes Bédard vs Johnson,
875 ; Bergevin vs Langlois, 877 ; Brière vs
Marcotte, 874 ; Brisson vs Beaudet, 877 ; Des-
autels vs Jacob, 874 ; Desmarais vs Roireau,
876 ; Dozois vs Grégoire, 875 ; Gagné vs Sau-
cier, 874 ; Lafamme vs Talbot, 875 ; Lavallée
vs Latraverse, 875 ; Lavigne vs Valiquette,
876 ; Lavoie vs Thibaudeau, 876 ; Lemaire vs
Lemonde, 875 ; L'Hébreux vs Jalbert, 876 ;
Marchand vs Crête, 875 ; Moreau vs Manceau,
876 ; Normandin vs Martin, 874 ; Sears vs
Ray, 877 ; Scott vs Brown, 876.

SOCIÉTÉ DISSOUTE :— Société d'Imprimerie de Wa-
terloo, 869.

TERRES DE LA COURONNE :— Avis de cancellation,
etc. :— Cantens Cox, 868 ; Hamilton, 868 ; Ra-
meau, 868 ; Viger, 868 ; Walford, 868 ; Ware,
868.

Index of the Quebec Official Gazette. No. 16

MUNICIPALITIES ANNEXED :— Application for :—
"Haut de la Petite Côte" to the parish of
Sainte Rose, 869 ; Hébertville to several lots
of Saint Bruno, 869.

MUNICIPALITIES ANNEXED :— Several lots of Saint
Michel d'Yamaska to Saint Michel No. 5, 870 ;
Ranges A and B of the township Fox to the
municipality of l'Anse-aux-Griffons, 896.

ADVERTISERS :— Notice to :— Respecting notices,
&c, 865.

PRIVATE BILLS, P. Q. :— Notice Respecting the :—
Legislative Assembly, 872 ; Legislative Council,
870.

FARMER'S CLUB FORMED :— Mission N. D. de la
Fourvière, 869.

LOWER LAURENTIAN RAILWAY COMPANY :— Special
general meeting of the shareholders, 881.

EXAMINATIONS :— Candidates for licenses as lumber
culler, 870.

INSOLVENTS :— Brissette & fils, 896 ; Costigan, 883 ;
Côté, 896 ; Cusson, 883 ; Fontaine, 882 ;
Geoffrion, 882 ; Grenier, 896 ; Lacas, 883 ;
Senécal & Fils, 882 ; Vézina, 882.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :— La So-
ciété anonyme de Honfleur sur Péribonka, 877 ;
Quebec Mining Coy, 878 ; The Canadian Rand
drill Coy, 879 ; The Mount Royal Club, 881 ;
The Provident Trust and investment Coy, 880 ;
The Estate Estate Investment Coy, 878 ; The
Rock City Tobacco Coy, 880 ; The Wm Ruther-
ford & Sons Coy, 879.

LIQUIDATIONS :— La Fonderie de Drummondville,
869 ; Quebec Street Railway Coy, 895.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :— Victor
Morin, 870.

MUNICIPALITY ERECTED :— Application for :— As-
bestos, 870.

APPOINTMENTS :— School Commissioners :— Laval,
865 ; Richmond, 866.

Municipal councillors :— Templeton East, 865.

Commissioners' Court :— Parish of Saint Liboire,
895 ; Ripon and Hartwell, 895.

PROCLAMATION :— Parliament convoked *pro forma*,
867 ; Part of the parish of Saint Damase
annexed to Saint Moise, 866.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :— Dmes Bédard vs
Johnson, 875 ; Bergevin vs Langlois, 877 ;
Brière vs Marcotte, 874 ; Brisson vs Beaudet,
877 ; Desautels vs Jacob, 874 ; Desmarais vs
Roireau, 876 ; Dozois vs Grégoire, 875 ; Gagné
vs Saucier, 874 ; Lafamme vs Talbot, 875 ;
Lavallée vs Latraverse, 875 ; Lavigne vs Vali-
quette, 876 ; Lavoie vs Thibaudeau, 876 ; Le-
maire vs Lemonde, 875 ; L'Hébreux vs Jalbert,
876 ; Marchand vs Crête, 875 ; Moreau vs
Manceau, 876 ; Normandin vs Martin, 874 ;
Sears vs Ray, 877 ; Scott vs Brown, 876.

PARTNERSHIP DISSOLVED :— Société d'Imprimerie de
Waterloo, 869.

CROWN LANDS :— Notice of cancellation, &c. :— Town-
ships Cox 868 ; Hamilton, 868 ; Rameau, 868 ;
Viger, 868 ; Walford, 868 ; Ware, 868.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Châteauneuf vs La Cie d'Asbeste de Thetford, 883.

BEDFORD :—Larose vs Bergeron, 884.

GASPÉ :—McKenzie vs Deschène, 884.

IBERVILLE :—Dme Lamoureux *et vir* vs Fournier, 885.

MONTREAL :—Bulmer vs Haggart, 888 ; Dme Cox vs Lecavalier, 890 ; Dme Racicot vs Dme Bourgoin, 891 ; Germano vs Jarry, 886 ; Grothé vs Paquette, 887 ; Hosmer *et al* vs Dme Mills, 888 ; Letang *et al*, faillis, 891 ; Sait vs Dlle Mansfield, 886 ; Shute vs de Bellefeuille, 889 ; Simard vs Blanchard, 885 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs Cousineau *et al*, 887.

OTTAWA :—Potvin vs Vaillant, 891 ; Pouliot vs Sicard, 892.

QUÉBEC :—Lemieux vs Roy, 892 ; La cité de Québec vs Guimont, 893 ; La cité de Québec vs Pelletier, 893 ; Penisson vs Savard, 893.

RIMOUSKI :—Allard, failli, 894 ; Allard, failli, 894 ; Desrosiers vs Desrosiers, 894.

SAINT HYACINTHE :—The Thos Davidson Manufacturing Coy vs Demers, 895.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Châteauneuf vs The Thetfor Asbestos Coy, 883.

BEDFORD :—Larose vs Bergeron, 884.

GASPÉ :—McKenzie vs Deschène, 884.

IBERVILLE :—Dme Lamoureux *et vir* vs Fournier, 885.

MONTREAL :—Bulmer vs Haggart, 888 ; Dme Cox vs Lecavalier, 890 ; Dme Racicot vs Dme Bourgoin, 891 ; Germano vs Jarry, 886 ; Grothé vs Paquette, 887 ; Hosmer *et al* vs Dme Mills, 888 ; Letang *et al* faillis, 891 ; Sait vs Dlle Mansfield, 886 ; Shute vs de Bellefeuille, 889 ; Simard vs Blanchard, 885 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs Cousineau *et al*, 887.

OTTAWA :—Potvin vs Vaillant, 891 ; Pouliot vs Sicard, 892.

QUÉBEC :—Lemieux vs Roy, 892 ; The city of Quebec vs Guimont, 893 ; The city of Quebec vs Pelletier, 893 ; Penisson vs Savard, 893.

RIMOUSKI :—Allard insolvent, 894 ; Allard, insolvent, 894 ; Desrosiers vs Desrosiers, 894.

SAINT-HYACINTH :—The Thos Davidson Manufacturing Coy vs Demers, 895.